le monde libertaire
hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

Services publics

Ne vous privez pas de lutter !

M 02137 - 1464 - F: 2,00 €
2€
ISSN 0026-9433

« L'argent ne représente qu'une nouvelle forme d'esclavage impersonnel à la place de l'ancien esclavage personnel. »
Léon Tolstoï

hebdo n° 1464
du 8 au 14 février 2007

SimCity **rue d'Enghien,** par M. Lhourson, *page 5*

L'autruche, par F. Ladrisse, *page 5*

Brèves de combat, *page 6*

Nouvelles des fronts, par Hugues, *page 7*

Avec le Medef tout est possible, par P. Schindler, *page 8*

SDF, sois malade et tais-toi, par J. Monjot, *page 9*

Les urnes ou la rue, par S. Mahé, *page 10*

Pénurie de professionnels de santé dans le monde, par L. N. *page 12*

Comprendre pour **combattre,** par N. Potkine, *page 14*

Circulez, par Nath et Gaël, *page 15*

Réponse abstentionniste, par Daniel, *page 17*

Daratt, par H. Hurst, *page 18*

Non, par J. Lesage de la Haye, *page 19*

Lectures libres, par S. Chemin, *page 20*

Affaire **Granado et Delgado,** par D. Pinós, *page 21*

Radio libertaire, *page 22*

Agenda, *page 23*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 n^os^	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 n^os^	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 n^os^	◯ 61 €	◯ 77 €

Abonnement de soutien
1 an, 45 n^os^ ◯ **76 €**

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0028 7960 215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP.

Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

Fonction publique en lutte ?

LE MOIS DERNIER a été l'occasion d'entendre la voix du Medef. Pour celui-ci, « l'entreprise c'est la vie ». Tout un programme, surtout au vu des licenciements qui continuent, du nombre d'accidents de travail et du taux de suicides sur les lieux de travail ou pour raisons professionnelles. L'entreprise c'est la vie, admettons, mais quelle vie ! Travailler toute la journée, toute la semaine, toute l'année... Travailler, est-ce cela la vie ? Ne serait-ce pas ce que nous devrions faire par obligation pour nous permettre une certaine qualité de vie ? Le rôle du travail est inversé dans la société capitaliste. Nous passons notre vie à travailler pour que la vie de ceux qui nous font travailler soit meilleure. Ce qui est à remettre en cause, c'est la place du travail dans notre vie. Non un but en soi, mais un moyen pour subvenir à nos besoins.

Parisot propose un retour au quarante-huit heures, pourquoi pas ! Si c'est quarante-huit heures par mois, la question ne se pose pas. Mais elle s'empresse d'ajouter par semaine ! Et là, ça pose un problème. Déjà que l'on passe notre temps au travail, cela supprimerait le peu de temps libre qu'il nous reste.

C'est comme pour le dimanche. Les consommateurs sont ravis, les patrons aussi. Mais iraient-ils travailler, eux, ce jour-là ?

Parisot voit dans la durée, et après la semaine de travail, elle s'attaque à l'âge du départ à la retraite ! En effet, selon les patrons, ils ont mieux à faire de leur argent, pour s'octroyer un juteux salaire par exemple, que de payer des gens qui ne font plus rien ! Ils préféreraient que les salariés puissent, à partir d'un certain âge, choisir ou non de partir à la retraite ou de continuer à travailler. Choisir ? Tu parles ! Évidemment, ceux qui pourront partir avec une retraite confortable le feront, mais ceux qui n'auront qu'une retraite misérable n'auront guère le choix ! L'entreprise c'est la vie. À la vie, à la mort !

Les patrons, eux, ne veulent guère avoir un salarié à vie et préfèrent un nouveau contrat indéterminé qui permettrait de licencier plus facilement ! En effet, les patrons veulent embaucher. Le problème est qu'ils veulent pouvoir virer aussi ! Tous ceux qui n'acceptent pas de se tuer à la tâche, tous ceux qui n'acceptent pas de se faire dicter leur vie par les patrons qui imposent leurs journées de congés, leurs horaires, etc. Au moindre signe de fatigue ou de grogne, c'est « à la porte ! ». Le travail, il faut l'aimer, avoir le « goût de l'effort » ou crever.

LE 8 FÉVRIER, les fédérations de la fonction publique appelleront à une journée de grève et de manifestations. Le mot « d'ordre » (puisqu'il paraît qu'il en faut un !) sera la défense du pouvoir d'achat des fonctionnaires, en réponse à la ridicule revalorisation accordée il y a quelques semaines par le gouvernement.

Un petit tour et puis s'en va...

Côté revendications, comme à l'accoutumée, se grefferont à cette exigence consensuelle doléances spécifiques à chaque secteur et expression d'un ras-le-bol général... Et, sous la façade d'unité syndicale, les uns et les autres tenteront de se distinguer pour bénéficier d'une bonne exposition au 20 heures.

Une journée comme on en a l'habitude, une démonstration de force, ou de farce, suivant le point de vue adopté.

Côté moyens d'action, ce sera donc une journée de retenue sur la feuille de paye, le cortège derrière la sono et sous les ballons et la balade en car... La CGT alignera ses bataillons de communaux pour faire nombre. La CFDT fera, comme d'habitude, dans l'innovation, son secrétaire François Chérèque s'étant félicité à la radio du « pragmatisme » de sa fédération de cheminots, appelant à la manif mais... pas à la grève ! Modernité, quand tu nous tiens...

Y être ou ne pas y être ?

Y aller ou pas ? Être ou ne pas être... de la « fête » ? La même question se repose à chaque fois. Bien sûr, le syndicalisme que nous défendons, syndicalisme de lutte, porteur d'un autre projet de société, n'a qu'un très lointain rapport avec ce qui va se jouer ce 8 février... Ni action directe, ni grève insurrectionnelle... La révolution n'est pas à l'ordre du jour !

Alors ? Devrons-nous bouder dans notre coin, au milieu de ceux et celles qui ne feront même pas l'effort de rester chez eux ce jour-là ? Ce « boycott » de la messe syndicale aura-t-il une quelconque valeur, quand bien même les raisons de refuser de participer à cette mascarade ne manquent pas ? Quelle position adopter ? Comme disait Prévert : « Dis donc, camarade Soleil, tu ne trouves pas que c'est plutôt con de donner une journée pareille à un patron ? » Nos tripes, notre conscience... nous dictent

d'aller rejoindre ceux et celles qui seront descendus dans la rue, malgré tout.

Mais n'y a-t-il comme alternative que se défiler ou défiler ?

Pour nous, une telle mobilisation n'a bien entendu de sens que si elle s'inscrit dans une dynamique de lutte. Sans autre perspective que la reprise après un petit tour en ville, elle ne suscitera aucun espoir chez les exploité(e)s... Faisons le pari qu'il y a toujours quelque chose à jouer. Cette grève peut être l'occasion d'entamer le débat avec nos collègues pour secouer un peu la léthargie électorale et leur sortir la tête des sondages.

À quelques mois de l'élection présidentielle, cette grève mérite un effort d'analyse. À l'automne dernier, à l'appel des fédérations de l'éducation, une mobilisation similaire avait été un fiasco. Les « leaders » syndicaux avaient alors déclaré : « Dans la période actuelle, les salariés ne croient pas en la lutte sociale, ils préfèrent attendre de déposer leur bulletin, les élections leur semblant un outil plus efficace... » Les rangs clairsemés leur avaient donné raison... jusqu'à ce qu'un vent de révolte souffle sur ce secteur de l'éducation (grâce à l'aide inattendue d'un ministre des plus arrogants...) et que deux grèves se décident à l'appel d'une assemblée générale du 93, indépendante des syndicats et parvenant à déborder le cadre de la seule mobilisation départementale.

Classes en lutte ?

C'est en effet le dynamisme et la détermination des cortèges de l'éducation qu'il faudra observer le 8 février. Depuis 1995 le monde de l'école est resté en ébullition, pas une année sans qu'un secteur (les non-titulaires, les lycées professionnels), un département (le 93, l'Hérault...) ou l'ensemble de ces acteurs (contre Allègre à deux reprises ou encore en 2003) ne se soulève et pose petit à petit les bases d'un mouvement autonome et coordonné (à travers les fameuses assemblées générales de bahut, de ville, de département ou même nationales comme en 2003).

Personnels des écoles, des collèges et lycées participeront massivement à cette journée du 8 février. C'est quasiment acquis. Mais pour les établissements les plus en pointe, hors de question de s'arrêter là. Suite à la grève du 18 décembre dernier contre la remise en cause du statut des professeurs du secondaire (augmentation du temps de travail et redéfinition des garanties et des missions des enseignants), la colère monte. Pour la première fois, la totalité des syndicats s'étaient rencontrés et avaient lancé un appel à la grève. Même le très réactionnaire Calcina considérait la grève reconductible comme inévitable. Le soufflé est retombé du côté des bureaucrates mais pas de la base. Un, puis deux, puis trois établissements... ont adopté le principe d'une grève reconductible à partir du 25 janvier. Appel relayé par l'AG du 93, soutenue par les syndicats départementaux (SNES, CGT, SUD et CNT) puis rejointe par une autre AG dans le 94. Sud et la CNT ont fait un appel commun à la grève reconductible. La nouvelle journée de grève « autonome » du 30 janvier s'est achevée par une nouvelle AG régionale s'appuyant sur la journée du 8 février pour consolider la mobilisation, installer le mouvement dans la durée et élargir géographiquement la lutte (en Guyane des établissements se sont mis en grève, en province des mouvements se dessinent).

Comme en 2003, la mobilisation dans l'éducation, peu efficace économiquement mais très visible socialement (des millions d'élèves concernés, sans parler de leur famille...), peut être un levier fort. À condition de tirer les enseignements du conflit sur les retraites et la décentralisation (manque de confiance dans l'autonomie du mouvement face aux directions syndicales, crainte d'utiliser tous les moyens d'action y compris la grève le jour des examens, suivisme et manque d'inventivité dans les modalités de lutte...).

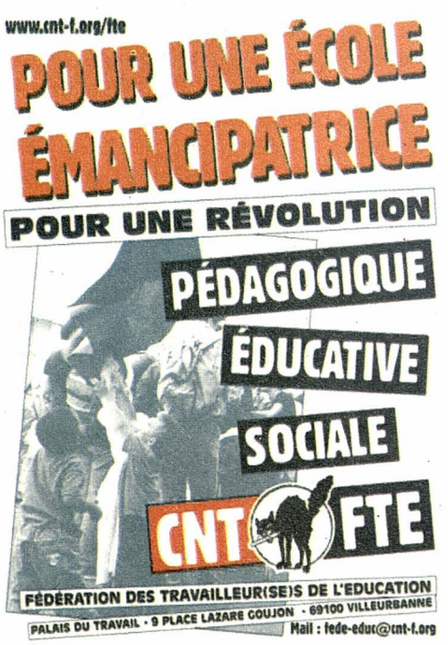
Voter utile, c'est voter la grève !

Le 8 février, pour beaucoup, l'idée de peser sur la campagne sera mise en avant. Les directions syndicales se feront le relais de cette illusion, jouant les gros bras, parlant de coup de semonce, d'avertissement... Mais qui sait, en faisant prendre l'air aux drapeaux et aux banderoles, d'autres espoirs se lèveront peut-être. L'idée que rien dans cette campagne ne laisse envisager un avenir meilleur fait son chemin. Le récent sondage publié par *Libération* sur les intentions de vote des enseignants est révélateur. Renvoyant dos à dos les candidats, ces appuis traditionnels du PS sont justement ceux qui commencent à bouger.

Des revendications s'élaborent : refus de la précarité, défense d'une éducation égalitaire, augmentation des salaires, réduction du temps de travail... Exigences simples, que personne ne reprend à son compte et qui donc ne peuvent être portées que par les personnels eux-mêmes. Et cette méfiance envers les politiques se double d'une égale suspicion vis-à-vis de syndicats traditionnels qui n'ont peut-être pas senti que le vent pourrait tourner. Scrutant les paroles des candidats, inquiets du sort qui leur sera réservé, ils semblent incapables de dégager des espaces de contestation... à moins que le gros de leurs militants ne soit occupé ailleurs...

Cent et un ans après le congrès d'Amiens et sa fameuse charte, le mouvement syndical est bien en peine de réinventer une nouvelle voie émancipatrice pour les exploité(e)s. Englué dans le principe de représentation et de délégation, il y a peu à attendre de ce rouage, à moins que les petites gouttes d'huile que nous sommes ne se transforment en grain de sable...

Grégoire Chambat
enseignant en collège
CNT éducation 78



SimCity rue d'Enghien

Si, comme moi, vous aimez la science-fiction et l'anticipation, ne ratez pas l'occasion qui vous est donnée ces temps-ci. Rôdez donc du côté de la rue d'Enghien, sise dans le 10e arrondissement de la capitale.

Là-bas, c'est Flic-city. Le rêve et le projet de Sarkozy. Des uniformes à tous les coins de rue – il y en a dix – et une attention particulière accordée par la rue aux Ours, une annexe des Renseignements généraux, à chaque habitant. Mais il y a une bonne raison, puisque c'est là que le ministre de l'Intérieur a installé son quartier général de campagne. Le saviez-vous ? Il est candidat pour être président. Oui.

Donc, à proximité de la rue Saint-Denis, chère aux notables de province, la boutique à Nico à ouvert une succursale. Et les autochtones ont expérimenté la conception toute personnelle – encore que… – du légitime de Cécilia en matière de libertés publiques. Jugez-en.

Si l'on en croit le *Nouvel Obs*' du 1er février, les résidents de ladite voie carrossable sont en butte à toutes sortes de tracasseries. Ils ont d'abord reçu une mystérieuse enveloppe officielle saumon leur enjoignant de contacter telle officine, sous prétexte d'un « recensement de sécurité ». Au bout du fil, un inquisiteur les soumet à un interrogatoire et les sensibilise aux risques de terrorisme et de déstabilisation. Comprenez : leur met la pression pour en faire des donneuses. Et, question de sécurité cruciale, on leur interdit à mots couverts de prêter leur fenêtre à quelque paparazzo, auteur potentiel d'un portrait non autorisé, possiblement réaliste, hideux ou naniforme, du grand homme.

Pour le quotidien, c'est à une avalanche de cognes que sont confrontés les riverains : « Aujourd'hui vers midi, nous avions droit à plus de 15 fourgons blancs de CRS dans un rayon de 50 mètres[1]. » Nicolas le Petit, qui veut faire « peuple », installe ses pénates dans un quartier de la capitale supposé plébéien ; mais, aimé du peuple comme il se sait, il instaure une sorte d'état de siège.

Vous direz avec raison que le 10e arrondissement de la capitale, c'est pas le Val-Fourré, et que si Sarko voulait voir des pauvres, il n'avait qu'à faire des HLM à Neuilly. Moi, je préfère voir dans son geste une sorte d'utopie réalisée, une expérience grandeur nature de contrôle policier total au service de l'ambition d'un individu. C'est décidé : j'émigre en Groland.

Moïse Cailloux

1. Cité sur le blog coléreux et rigolard des riverains mécontents : http://rentrecheztoi.blogspirit.com/ Lequel site s'orne d'une chronique de Michel Onfray fustigeant, entre autres, « José Bové en personne flottant dans les habits d'un général de Gaulle, souhaitant le plébiscite en quittant le terrain pendant la bataille, alors que son appel du 18 juin se réduit au démontage d'un préfabriqué américain de boîtes à mauvais casse-croûte… ». Il est vrai que JB – pas le malt, l'autre – est revenu dans l'orthodoxie philosophique et consent enfin à se présenter à la magistrature suprême. Ouf !

Quand l'autruche éternue…

J'aime bien aller dans les maisons de retraite

Tirant tête hors du trou, qu'entends-je ? Michel Rocard (mais puisque que je te dis qu'il est pas mort, tu confonds avec Jacques Delors…), Rocard, donc, sans bien sûr viser personne, et fort de son expérience en matière de plantage intégral, prévient que **« les candidats partis trop tôt et surexposés ont toutes les chances de lasser, d'imploser et de finir broyés »**. Rien que ça… Lapidés, suppliciés, écartelés, hachés menus ? Rocard l'empaleur… Dans le même entretien et comme pour se faire pardonner à moitié, il admet que **« la seule chance d'un avenir meilleur repose sur les frêles épaules de Ségolène »**. L'intéressée appréciera l'évocation de sa soi-disante fragilité (Michel, pour le maroquin, c'est grillé).

Une autre qui fut, comme on va le voir, particulièrement brillante dans l'offensive Anti-Royal, c'est la mère Bachelot. **« Elle n'est pas maladroite, elle est mal à gauche ! »** osa notre comique. Dès lors on sait d'où l'UMP tire ses argumentaires de campagne : de l'almanach Vermot.

Après une sortie de ce genre, il est assez paradoxal d'entendre Villepin se plaindre de ce que le PS porterait le débat électoral **« dans les coins, sous les portes, dans les endroits les plus humides de la République »**. Excusez, m'sieur le poète-ministre, le débat, c'est où ? Dans les chiottes, comme d'habitude.

Face à cette déferlante de critiques injustifiées (snif !), le parti socialiste de France se tient droit comme une rose plantée dans le purin. Il faut dire que sa candidate commence à dégainer des arguments de choc : **« J'aime bien aller dans les maisons de retraite »**, a avoué la gourde. Et de préciser plus loin : **« Cela ne me rebute absolument pas. »** J'ai moi-même, dans mon entourage, une personnage âgée, c'est dire… Depuis, on s'inquiète de savoir si Ségolène aime bien aussi se rendre à la boulangerie, au pressing ou au square… Et en prison, elle aime ? Ah, c'est vrai, les taulards votent pas.

Sinon, quoi ? Oui, Bové. Le moustachu y va, pipe en bec, ça nous fait une belle jambe. Mais sa candidature a au moins le mérite de faire vomir de rage Buffet, pour qui c'est **« une candidature de trop, pas très responsable, pas très sérieuse »**. Dans l'esprit de M.-G., est responsable qui tente (et rate) un hold up sur la gauche antilibérale, est sérieux qui s'apprête à faire descendre le PC à 2 % des voix, et encore, c'est pas sûr qu'elle les obtiennent.

Dans l'affaire, les autres perdants sont les Verts, les bien nommés, sur les terres desquelles José chasse, pêche, nature… **« Il incarne avec ses amis une politique gauchiste tendance 1917 qui n'est pas très nouvelle »**, persifla Yves Cochet. On notera l'aspect boboland de l'attaque, tout ce qui n'est pas nouveau, tout ce qui n'est pas « neo » est irrecevable, « point barre ». À la droite l'almanach Vermot, aux Verts *Marie-Claire Maison*. Y'a pas à dire, ça vole haut.

Frédo Ladrisse

… c'est toute la jungle qui s'enrhume

Brèves de combat

Défense de critiquer les religions ?

Un sondage « La Vie » révèle que 45 % des Français pensent qu'il ne faut pas critiquer les religions. Selon « La Calotte », les dernières affaires (caricatures de Mahomet, Opéra de Berlin et déclarations de Benoît XVI sur l'islam) ont dû faire pencher la balance des personnes interrogées. Cette presse a une démarche connue et fait ses choux gras avec les faits liés à l'islam, prend prétexte de la laïcité (mais ne la défend en aucune façon), ce qui a pour effet d'entretenir le racisme, principalement anti-arabe et Anti-Africain ou la valorisation des religions, souvent les deux.

Quelques miettes pour les licenciés Sublistatic

Les 223 salariés liquidés de l'usine d'Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais), réclamaient à l'État 100 000 euros d'indemnités chacun. Ils en ont obtenu 3 000. Ils doivent choisir entre une convention de reclassement personnalisée, s'engager à retrouver un CDI sous huit mois, opter pour l'indemnisation chômage classique ou, s'ils refusent, l'allocation d'aide au retour à l'emploi, deux mois de préavis et 57 % du salaire brut pendant deux ans. Ce qui, selon les syndicats, revient à peu près au même ! Le site d'Hénin-Beaumont avait été acheté par endettement, ce qui a privé l'entreprise des fonds lui permettant d'investir pour rembourser la dette. Mais, avec la concurrence du marché asiatique, pompée par les financiers, l'usine a finie par être liquidée. Ce sont toujours les salariés qui sont virés, jamais les patrons, pour faute de gestion. C'est vrai que, entre copains, on se pardonne tout !

Sarkopen l'antisocial

Pour lui : « Les trente-cinq heures sont une régression sociale et le partage du travail n'a aucun sens. » En matière d'emploi, il songe à de meilleures solutions comme l'extension du CNE, « un progrès auquel il ne faut pas toucher », et la mise en place du « contrat unique », aux droits proportionnels à l'ancienneté dans l'entreprise. Il souhaite « encourager les chefs d'entreprise à donner des heures supplémentaires, en les exonérant des cotisations sociales, qui seraient de plus non imposables pour les salariés ». Il songe également à limiter le droit de grève : « Si je suis élu, je ferai voter une loi sur le service minimum, qui est la contrepartie du monopole des syndicats. » Pour le secteur privé, il « serait obligatoire d'organiser, sous huit jours, un vote à bulletin secret pour en finir avec cette pratique des piquets de grève, des assemblées générales ». Tout un programme !

Vers une Europe brune ?

En Allemagne, le NPD (parti nazi) est entré au Parlement régional de Mecikelmbourg-Poméranie et de Brême. On constate une montée de l'extrémisme de droite en Suisse, une recomposition de la droite extrême populiste en Autriche et une progression de l'extrême droite flamande du Vlaams Belang et du FN belge, en Wallonie. L'extrême droite est dirigée partout par des représentant des classes moyennes ou riches. Sous couvert de populisme, elle est autant ultralibérale que les droites européennes classiques, mais pousse plus loin la démagogie pour battre les formations de droite pro-européennes, comme en Belgique et en France. Source : « La calotte ».

Négationnisme : l'Italie fait marche arrière

Le gouvernement Romano Prodi a préféré renoncer à introduire le délit de négation de la Shoah dans le code pénal. 150 historiens (dont Ginzburg, Flores et Pavone) ont publié un manifeste « contre le négationnisme, pour la liberté de recherche dénonçant le risque d'établir une vérité historique d'État ». Le gouvernement s'est contenté de durcir les normes existantes. La diffusion d'idées fondées « sur la supériorité et la haine raciales ou ethniques » sera sanctionnée jusqu'à trois ans de prison, contre un an et demi ou une amende de 6 000 euros dans le « délit d'opinion » sous le gouvernement Berlusconi, début 2006, en attendant une initiative européenne sur le négationnisme. Mais, au lieu de compter sur les lois, le mieux est encore d'intervenir partout où il se manifeste !

Les éducateurs ne sont pas des balances

Le texte de Sarkopen instaurant « le secret professionnel partagé » et la possibilité pour le maire d'avoir accès à des informations confidentielles place les éducateurs de la prévention spécialisée dans une situation délicate. La prévention spécialisée a vu le jour après la Seconde Guerre mondiale quand des bénévoles et des habitants des quartiers ont décidé d'accompagner des jeunes désœuvrés. Au fil des années, les professionnels des associations ont pris le relais en allant dans la rue à la rencontre des jeunes pour tenter de nouer une relation de confiance. Mais, avec le nouveau texte, la confiance n'est plus de mise entre les éducateurs et les jeunes. C'est pourquoi, vingt associations se sont rassemblées dans le Collectif national unitaire de résistance à la délation pour informer la population sur le texte, qui doit retourner à l'Assemblée à partir du 13 février. Mobilisons-nous.

Les faschos européens accaparent Nice

Alsace d'abord, Vlaams Belang flamand et la Lega Nord lombarde ont organisé un colloque : « Maîtres chez nous », dans un bar du centre de Nice. Étaient présents les identitaires Philippe Vardon et Guillaume Luyt, pour annoncer leurs candidatures aux prochaines élections législatives dans les Alpes-Maritimes. Nice devient donc le lieu de rendez-vous de ce mouvement qui s'est fait connaître localement par ses tracts haineux, des agressions contre des immigrés et de jeunes communistes, ou encore en se cachant derrière l'association Souledarieta, qui distribue de la soupe au porc, afin d'écarter les SDF juifs ou musulmans. Des militants du PCF, de la LCR, de la CNT, de SUD, de la CGT et d'associations antiracistes ont bruyamment protesté contre la passivité des pouvoirs public (notamment du maire UMP, ex-FN), dont l'interdiction de distribution de soupe n'a pas été respectée par les identitaires

Antisocial

Bernie Bonvoisin (chanteur de Trust – rappelez-vous « Antisocial » en 1980) soutient... François Bayrou ! Au contraire de certaines boissons qui se bonifient avec le temps, il y en a qui se désagrègent. Il chantait pourtant avec clairvoyance en 1979 :

« La gauche qui virevolte, la droite qui s'enrhume

« J'écoute et dans mes poches j'ai toujours pas une thune

« Les lendemains brillants et le passé terni

« Arrivent à m'faire sentir qu'on est à leur merci. »

Maintenant qu'il en a, quelques thunes, Bernie vire extrême centre au prétexte que le sieur Bayrou transcenderait le clivage droite-gauche... Bayrou qui trouvait la réforme Fillon sur les retraites trop timide car elle ne cassait pas les régimes spéciaux, Bayrou le calottin qui avait réussi à déclencher le dernier grand défilé laïque (1 million de manifestant(e)s l'ont fait reculer) en 1994 alors qu'il était ministre de l'Éducation du gouvernement Balladur, en voulant favoriser le financement des écoles privées. En v'là un vrai « antisocial » ! Attention Bernie, « tu perds ton sang froid ».

Nouvelles des fronts

Au moment où l'abbé Fricoti Fricota[1], qui n'a jamais remis en cause le capital et ses méfaits, prend des vacances, le Medef fait son *show* électoral et préconise des mesures antisociales dans la ligne de Sarko (fin des trente-cinq heures, baisse des coûts salariaux et temps de travail « libre »). Pendant ce temps-là, le silence assourdissant des organisations syndicales de salariés nous consterne. Ne serait-ce pas le moment d'exiger, sous peine de grève générale en juin, des mesures et des engagements significatifs en faveur du travail (salaires, Sécu, retraite...)? En bref, faire un peu de chantage préélectoral. Et bien non, rien de rien. Où plutôt si, tout se joue dans la coulisse dans le dos du pékin de votant dont les puissants de ce monde œuvrent, sans sa participation autre que démagogique, à son bien. On n'est jamais mieux servi que par ses élites éclairées et autoproclamées.

Pour le reste, la noria des suppressions d'emplois ne cesse son infernal manège. Aréna à Libourne délocalise en Chine, bilan: 169 coolies de plus là-bas, 169 de moins ici. Shell brade ses raffineries à Rouen et Strasbourg, 300 emplois sont en cours de distillation. Pfizer (pharmacie) liquide 700 emplois dans l'Hexagone (10000 dans le monde) et accuse impudiquement les génériques de sa « faillite ». Canal+ et TPS fusionnent et 171 postes de travail bouillonnent. Les pianos Pleyel (tout fout le camp) suppriment 62 emplois à Alès. Dans le Jura, c'est Mazoni-Bouchot, un équipementier d'automobiles, qui envisage de virer 850 personnes et 1150 autres en Lorraine et sur d'autres sites de production. Quant aux « reclassés » de Helwett Packard auxquels on avait promis monts et merveilles, il en reste 200 sur le carreau.

Face à l'offensive libérale, la résistance du travail, bien que discrète, continue. En janvier, à Paris, appel à la grève lors du lancement des soldes dans les grands magasins, frappe directe au chiffre d'affaires... qui peut, répression oblige, être suivie d'effets patronaux comme pour les croupiers du casino de Berck (Pas-de-Calais) après leur mouvement du 31 décembre. Neuf d'entre eux sont menacés de licenciement par leur patron mafieux qui ne sait pas encore que le droit de grève est inscrit dans la Constitution et le code du travail! Mais il est vrai que sa loi n'est pas la nôtre. Grève des agents de changes aux aéroports d'Orly et de Roissy; grève et manif des personnels de l'Éducation nationale contre les 6000 suppressions de postes annoncées pour la rentrée 2007 avec prolongation dans les écoles de Seine-Saint-Denis. Poursuite du mouvement après trois mois de la grève des personnels de nuit dans les centres de tri postaux en région parisienne. À Strasbourg, 700 salariés en grève, soit 90% de l'effectif chez General Motors, suite à l'échec des négociations. Et au programme, appel à la grève dans la fonction publique le 8 février.

Chez les voisins, la noria va aussi bon train. Thomson ferme au Luxembourg son usine Technicolor, 230 salariés aux pertes et profits. Au Danemark, c'est le groupe pharmaceutique Novo Nordisk qui en vire 180; Espagne, la RTV (radio-télévison publique) se restructure et saque 4150 employés sur 9000, sans doute pour faire une télé de qualité à la botte de Zapatero et consort. Allemagne, Siemens augmente le temps de travail et supprime le treizième mois pour 9000 salariés avec l'accord d'IG Metal (DGB). Organisation syndicale bien connue pour ses bons et loyaux services rendus aux travailleurs, et dont le dernier président au CE de Volkswagen vient d'être mis en examen pour corruption par le DRH Peter Hartz pour une bagatelle de 2 millions d'euros. Un exemple probant de cogestion bien comprise! Charité bien ordonnée commence par soi-même. Qu'en penses-tu l'abbé vacancier? En Grande-Bretagne Burberry (textile) ferme son usine et délocalise en Chine, 300 emplois menacés. Arc international (verre) liquide la sienne à Sunderland, 240 buveurs de moins. Ailleurs dans le monde, Xerox (bureautique) compte bien en virer 1900 dans l'année et Texas Instrument (téléphonie), qui ne veut pas être en reste, réduit ses effectifs de 500 clampins. Chine, record toute catégorie à battre : l'Industrial & Commercial Bank of China se réorganise, profit socialiste oblige, 100000 (!) bureaucrates à la porte dans l'empire du Milieu. Qui dit mieux? En bref, une addition de début d'année plutôt salée pour le salariat international. Quant à la riposte, elle est encore bien en deçà de ce qu'il serait nécessaire pour faire cesser le massacre. Grève annoncée des 8000 personnels de cabines chez British Airways, suite à un conflit sur les salaires, la retraite et les congés maladie, et, première, mouvement social pour les salaires des 300 employées chinoises de la société Wear Compagny de Bacau exploitées, après importation sauvage, en Roumanie. Bienvenues en Europe, plus sociale que jamais.

En vrac, quelques chiffres. Autre record patronal, en Israël : 92 % des employeurs violent le code du travail[2], particulièrement quand il s'agit de travailleurs immigrants d'ex-URSS ou d'Éthiopie ou encore de Palestiniens. Comme quoi là-bas la guerre est sur tous les fronts. En Guinée, suite à la grève générale contre la dictature, on dénombre une cinquantaine de morts. En Chine, sans grève générale, ce sont 300 morts par jour (soit 109143 en 2006) à la suite d'accidents du travail.

Morale: la grève, même générale et insurrectionnelle, est moins dangereuse que le travail, qu'on se le dise!

Hugues
Groupe Pierre-Besnard

1. Comme aurait dit Ferré.
2. Source: Association pour les droits civils en Israël.

Avec le Medef tout est possible !

Devant 6000 patrons réunis à Bercy, Laurence Parisot a annoncé le nouveau programme du syndicat patronal. Elle a tenu à souligner, pour ceux qui ne le sauraient pas encore, qu'il « représente une composante de la campagne[1] »

Patrick Schindler

Journaliste passe-muraille
Groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

SHOW À L'AMÉRICAINE : néolibéralisme oblige. Côté décor, la salle est ornée de photos d'usines réhabilitées et, pour le côté populiste, d'ouvriers en noir et blanc. À la trappe, les photos de la Bourse ou celles de coffres-forts en Suisse. Cette année, le Medef se pose en croqueur de dividendes, mais discret. Tout un tas de citations sont accrochées aux murs, issues de personnages aussi différents que Jules Verne, Albert Einstein, Francis Bouygues, Virgile ou Édouard Michelin, en passant par… Jean Jaurès ! Ça, c'est pour le changement d'image. Les patrons se rapprochent de leurs ouvriers, enfin, les plus flexibles !

Sur la banderole centrale : « L'entreprise, c'est la vie ». C'est ce que va tenter de prouver à un public quasiment acquis (sauf quelques éléments infiltrés dont je suis) la patronne des patrons. Dans son prologue, elle fustige la situation du cancre français par une comparaison (un *benchmarking*, pour les branchés de la finance) avec la situation des autres élèves de la mondialisation.

« Les salariés, on s'en fout, on veut plus de contrats du tout ! »

Comme parade aux mauvais résultats hexagonaux, Parisot propose de « changer quelques paramètres. Un peu plus de liberté, un peu plus d'air, et tout ira mieux tout de suite en France. Et tout ira bien très vite pour les Français ». Et on voit, dès les premières pages du livre blanc du Medef *Besoin d'air*, destiné aux candidats et aux électeurs, la tendance proposée. Elle concerne à peu près tout : la réforme de la fiscalité, des retraites, du temps de travail, de la protection sociale, du droit du travail, du Smic et, bien sûr, du contrat de travail.

Son couplet sur l'impôt et les « prélèvements obligatoires » remporte un franc succès, avec la proposition d'une « charte des droits du contribuable ». Fi de l'introduction inaboutie, du principe de précaution chiraquien : la charte pourrait devenir partie intégrante du préambule de la Constitution, afin de garantir le « droit à une fiscalité non confiscatoire, non rétroactive et non cumulative ». Sur le modèle du pacte de stabilité de l'UE, le patronat propose, également, d'inscrire dans la Constitution « le principe d'équilibre des finances publiques ». Sans aborder la suppression pure et simple de l'ISF, le Medef laisse entendre qu'il pourrait… se contenter de nouvelles exonérations. Ben voyons !

Côté social, les patrons n'y vont pas avec le dos de leur cuillère en argent. Pour sortir le pays de sa mauvaise gestion, « il suffit de transférer la protection sociale et la solidarité nationale au financement de l'État », autrement dit aux contribuables. Ainsi en soit-il des coûts exorbitants de la Sécurité sociale et de la couverture chômage universelle… Mais ce n'est pas tout : comme les finances de l'État souffriront forcément à financer les « personnes dépendantes[2] », le patronat a trouvé la meilleure solution. C'est normal, s'ils sont patrons, c'est qu'ils sont intelligents… Elle consiste à supprimer 400000 emplois de fonctionnaires et à ne remplacer qu'un départ sur deux à la retraite d'ici à 2015.

Le Medef envoie un signal à « tous les candidats »

La Parisot s'attaque, à présent, aux trente-cinq heures, au cas où la Royal deviendrait présidente, on ne sait jamais. Après tout, c'est qui, au final, qui commande dans ce pays, sinon le Medef ? Et de la prévenir : « Il faut que la durée du travail ne soit plus fixée par la loi, mais par des accords "collectifs". Avec pour plafond le seuil de quarante-huit heures par semaine, fixé par la directive européenne. »

Également à l'ordre du jour, la question des contrats de travail[3]. Dans un monde idéal de patrons, sera créé un « CDI de mission », auquel il suffit d'ajouter une pincée de la notion de « licenciement par consentement mutuel[4] ».

Enfin, quand le patronat parle retraite, il fait très fort ! « Pour consolider le système, il suffit de casser les régimes spéciaux, la baisse des pensions pour certaines catégories de retraités et, surtout, de poursuivre la durée des cotisations. Seraient mortels, pour notre économie, une augmentation du Smic, sans aucun lien ni avec les gains de productivité, ni avec l'inflation, ou encore le projet d'abrogation de la loi de 2003 sur les retraites. »

Les patrons dans la rue !

Laurence Parisot termine en encourageant les adhérents du Medef à « se rendre sur le terrain pour faire connaître leurs idées, mais aussi pour témoigner de la réalité ». Ils risquent d'être bien reçus, par exemple, dans les usines actuellement en grève ou démantelées. Mais il y a fort à parier qu'ils prendront bien soin d'éviter ces destinations.

Pour conclure, Parisot dit qu'elle « ne soutiendra aucun candidat ». Tiens, pourtant, le livre blanc du Medef semble tomber, pile poil, avec le programme économique proposé, quelques jours avant, par Sarkopen, ou est-ce le contraire ? « Tout faux, selon Parisot, si je prends les trois principaux candidats, Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy et François Bayrou, je suis très heureuse d'entendre que tous parlent de la nécessité de réconcilier les Français avec l'entreprise, que tous évoquent la nécessité de revaloriser le travail. Continuons la discussion avec eux et avec d'autres ! » De quoi rassurer les électeurs potentiels : ils seront tous mangés à la même sauce !

P.S.

1. Tu m'Elton John ! Je dirais même qu'il sera le principal gagnant de la campagne, quel que soit son prochain complice au gouvernement.

2. Vous savez, les fameux héritiers de la casse sociale, ou, comme les qualifie Sarkopen dans son dernier discours, « tous ces feignants qui ne travaillent pas et ne se lèvent pas tôt le matin ».

3. Il s'agit de ce vieux truc archaïque issu des revendications salariales et syndicales…

4. Ça ne vous dit rien la théorie de la « séparabilité », si chère à Parisot et calquée sur le modèle du divorce à l'amiable ?

SDF : Sois malade et tais-toi !

« Les dingues et les paumés sacrifient Don Quichotte sur l'autel enfumé de leurs fibres nerveuses, puis ils disent à leurs reines en riant du boycott la solitude n'est plus une maladie honteuse. »

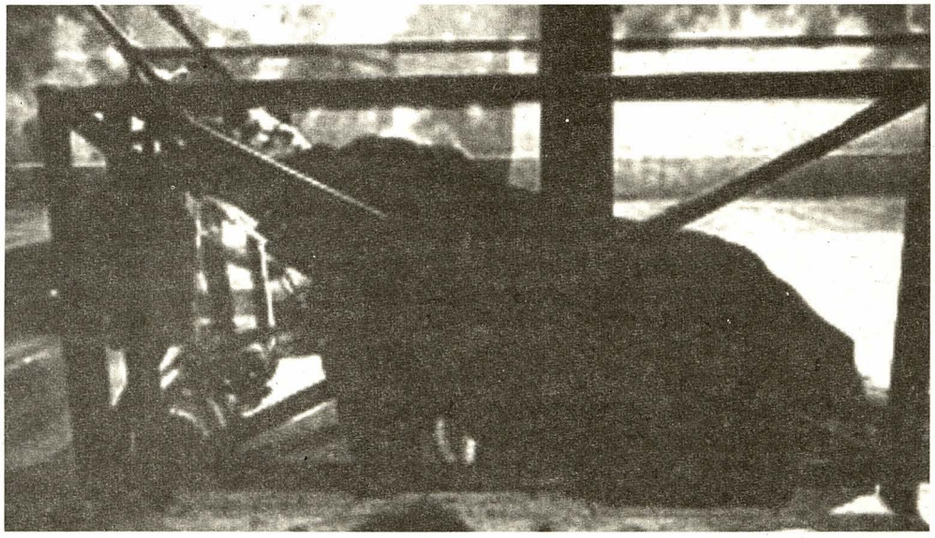
H. F. Thiefaine

MADAME M. EST CONGOLAISE et schizophrène. Elle est suivie par un service de psychiatrie et le centre communal d'aide sociale qui la soutiennent, mais se heurtent aux lois, véritable chape de plomb.

Un certificat médical adressé au médecin de la DDASS lui a permis d'obtenir l'aide médicale d'État pour payer les soins, et une carte de séjour pour soins, mais valable seulement six mois, alors que c'est une affection de longue durée. Du fait de sa maladie, il est écrit sur sa carte de séjour que cela ne l'autorise pas à travailler. Elle ne peut donc pas avoir le RMI censé aider à chercher du travail. Par ailleurs, il lui faudra plusieurs renouvellements de l'aide médicale d'État pour être reconnue comme handicapée et avoir droit à une allocation adulte handicapée qui lui donnerait des ressources. Contradiction, elle est handicapée, ce qui lui interdit d'occuper un emploi, mais ne l'est pas pour recevoir une allocation. Résultat, elle n'a pas d'argent, pas de logement, est interdite d'emploi, et aucun projet thérapeutique à long terme n'est possible avec une carte de séjour de six mois. Cette situation socio-administrative la « décompense » psychologiquement, elle qui est déjà malade. La situation est bloquée, c'est l'impasse.

Don Quichotte ?

Mais cette SDF n'intéresse ni les médias ni un pseudo Don Quichotte à la recherche d'auto-publicité et issu d'une famille bourgeoise catholique anti-avortement. Avec des agents de sécurité, il expulse une association qui distribue à manger aux SDF, pour qu'on ne lui prenne pas la vedette devant les médias. Il décide que le problème SDF est résolu par une promesse fumeuse de Chirac d'un droit opposable inapplicable, et Sarkozy se dépêche de dire que ce n'est pas pour les étrangers qui n'ont pas de carte de séjour de dix ans. On n'oublie pas de faire de la publicité gratuite pour la marque des tentes. Mais on oublie que des SDF dans leurs tentes ont déjà été expulsés des quais de la Seine pour installer cette ineptie de Paris Plage. Pourquoi cette médiatisation soudaine pour un problème chronique ? C'est la logique des médias, le spectacle marchand où on vend la misère sans poser de question de fond.



Pour cette SDF, madame M., ça reste : sois malade et tais-toi.

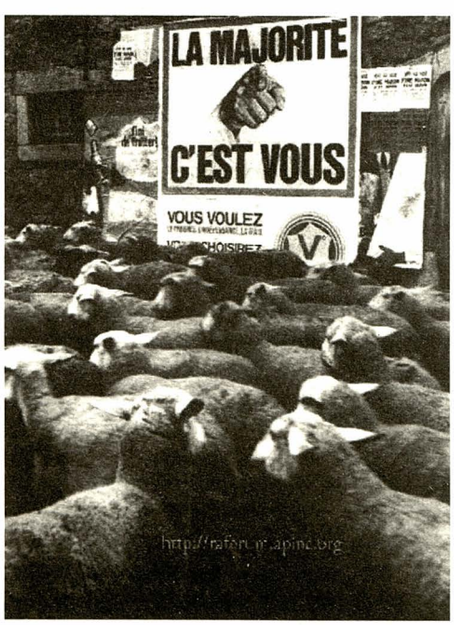
« Avec nos journaux – pansements
qui sèchent les plaies prolétaires »
Léo Ferré

Jean Monjot
FA individuel Paris

Les urnes ou la rue

Serge Mahé

Les acquis sociaux ne sont pas le résultat de bonnes élections, mais celui d'un rapport de forces.



QUAND REFLEURIRONT LES LILAS blancs, les voteux, comme disait Gaston, iront de gauche à droite, gavés de lait médiatique… Si leur champion est élu, ils auront une chance de le voir, en chair et en os, sabler le champagne. Il ne promettra rien, puisqu'un ancien compétiteur, plus cynique et plus franc, a dévoilé: « Les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent. » Dans cinq ans il reviendra. Édile ou député, il aura défendu tout à la fois les intérêts du patron et de l'ouvrier, du PDG et du SDF, de l'actionnaire et du chômeur, c'est la loi, la prise en charge du « bien commun », de la commune au niveau de l'État. La République est démocratique, mais le système économique est capitaliste. C'est une République bourgeoise.

L'angélique Condorcet voyait dans le suffrage universel le recours de l'humanité. À condition que le citoyen, dûment instruit et éclairé, l'*homo suffragans*, élabore et adopte de bonnes lois. Ni Marx ni Bakounine ne vouent au bulletin de vote cet acte de foi. Mais ils saluent à l'unisson la Révolution française, la Grande Révolution, qu'ils espèrent voir s'étendre au reste de l'Europe. Mieux vaut selon eux une démocratie parlementaire, aussi truquée soit-elle, que la monarchie et les régimes autoritaires du tsar et de Bismarck.

L'urne, « instrument d'émancipation » (selon Marx)

Mais les perspectives qu'ouvre la République française ne sont pas les mêmes pour Marx et Bakounine, tant il est vrai que leurs objectifs divergent. Pour Marx, obsédé par la conquête de l'État, les urnes sont un moyen, dans les États démocratiques, de propulser le parti ouvrier aux responsabilités suprêmes puis de transformer l'État bourgeois en État ouvrier. Lorsque, en 1880, Jules Guesde jette les bases du parti, Marx invoque, en préface, « tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation… ».

La stratégie de Marx s'est traduite par une bifurcation. La branche russe, après une alternance d'action électorale et de coups d'État, établit la dictature du prolétariat sous l'égide de Lénine et Trotski, Staline n'aura plus qu'à en chausser les bottes. La branche européenne joue le jeu parlementaire au nom de la social-démocratie. De compromissions en unions sacrées, elle s'embourbe dans la collaboration de classes jusqu'à sa disparition, phagocytée par les sociaux-chrétiens qui substituent à la lutte des classes l'association capital-travail, au nom du « bien commun », de l'entreprise à la nation en passant par la région, à la sauce participative et associative.

C'est faire fi, dira-t-on, d'acquis démocratiques et sociaux considérables obtenus dans le cadre de ce régime parlementaire. De fait, la loi de séparation de 1905 et l'école laïque dont s'honore le nom de Jules Ferry sont les fleurons de la IIIe République, en bisbille avec une Église alors hostile à la bourgeoisie industrielle. Dommage qu'à ce même patronyme s'attachent la conquête du Tonkin et le massacre des communards par les Versaillais qui comptaient dans leurs rangs J. Ferry. Ces communards anticléricaux qui furent les premiers à établir les fondements de l'école laïque entre les barricades.

De même, les acquis des accords de Matignon, congés payés, contrats collectifs… ne furent pas l'effet d'un accès d'affection de Léon Blum mais les fruits des gigantesques grèves de 1936. La mise en œuvre d'une couverture sociale, santé et retraite, ne fleurit pas sous les bonnes étoiles du général de Gaulle mais au fumet des mitraillettes encore chaudes du peuple résistant au nazisme et à Pétain. Le statut des fonctionnaires, quelques années après leur grève de 1953. On peut multiplier les exemples: les acquis sociaux ne sont pas le résultat de bonnes élections mais d'un rapport de forces. Le moteur de l'histoire, c'est celui de la lutte des classes exprimée par la revendication et l'action directe.

Les déboires de l'*Homo suffragans*

Il est patent que ce rapport s'exerce dans un contexte de plus ou moins grandes libertés collectives et individuelles. Si la nature de

l'État, instrument de coercition au service de la catégorie dirigeante, ne peut varier, pas plus qu'un bazooka n'est fait pour cajoler, les différentes formes de l'État présentent un intérêt majeur. Le rapport des forces ne s'exerce pas dans un État démocratique de la même façon que dans un État totalitaire, fasciste, oligarchique ou théocratique. Sans compter les glissements d'une forme vers une autre. Ces considérations conduisirent à des attitudes peu conformes avec l'orthodoxie abstentionniste : fin du XIXe, Pelloutier soutint la candidature d'A. Briand en Loire-Inférieure contre les Blancs réactionnaires cléricaux, Federica Montseny accepta un ministère dans le gouvernement républicain de Caballero en 1936 face aux fascistes de Franco. Aujourd'hui, sur la planète, des peuples tyrannisés revendiquent le suffrage universel. Une théorie – cohérence fondée sur la constance de relations de causes à effets – ne saurait s'exempter d'une confrontation avec le contexte social sous peine de s'avilir en dogme et idéologie. Mais il appert que, sans sacraliser l'une et l'autre, c'est, *in fine*, dans l'usine et dans la rue que tout se joue (y compris la promotion des principes du collectivisme et du fédéralisme : comité fédéral de grève, délégations aux conseils de gestion, gestion directe dans la cadre des fédérations d'industries et de communes, etc.). C'est d'autant plus vrai aujourd'hui que l'*Homo suffragans*, nanti de son atome de souveraineté citoyenne, vient d'essuyer deux avaries en moins d'un demi-siècle.

La première, après l'effondrement de la social-démocratie dans les djebels algériens et l'appel à de Gaulle, avec le passage du parlementarisme démocratique, type IIIe République, au régime présidentiel de la Ve. Drôle de petit jeu : Chirac ou Le Pen ? Sarkolini la Matraque ou Sainte-Mère Blairette (ou les deux) ? Un seul personnage, entre autres pouvoirs, peut, d'un geste auguste, quand bon lui semble, dissoudre l'Assemblée et renvoyer les élus du peuple à la campagne.

Deuxième assaut : le traité de Maastricht atteint la souveraineté nationale. Des commissaires, désignés par des exécutifs, responsables devant personne, hormis le grand capital, concoctent et présentent à un conseil des ministres, exécutif également, des lois qui s'imposent aux lois nationales des pays de l'UE. C'est l'antipode de la séparation des pouvoirs établis par Montesquieu. Inspirée par des officines du grand capital, FMI, OMC, Banque mondiale, OCDE..., la Commission de Bruxelles distribue ses « feuilles de route » aux chefs d'État qui les répercutent aux ministres, aux préfets et aux régions. Ainsi fonctionne la « subsidiarité ». On comprend pourquoi, dans les États ainsi ligotés, un simple infléchissement de la politique économique dans un sens keynésien qui laisserait une marge de manœuvre au réformisme syndical est interdit par les « critères » de la gouvernance mondiale, dont l'UE est un relais. Dernière forfaiture : des apparatchiks syndicaux décrètent la fusion de l'internationale réformiste avec la chrétienne pour fabriquer une CSI intégrée via l'ONU à la gouvernance capitaliste mondiale. Réalisation du vieil objectif : « Un syndicat ligoté par les pieds dans la section d'entreprise et pendu par la tête » (formule employée par Bergeron contre l'institution d'un Sénat économique en 1969).

Charte d'Amiens ou charte du travail

Quand Bakounine applaudissait à la Grande Révolution, il distinguait « le républicain politique, homme du passé, et le socialiste républicain, homme de l'avenir ». Opposant ainsi l'action électoraliste parlementaire à l'activité sociale syndicale : la grève. Sa perspective n'était pas la prise du pouvoir d'État mais sa destruction et son remplacement par le collectivisme fédéraliste. Il stigmatise, dans le principe électoral, un abandon de souveraineté en faveur de personnalités politiques, un chèque en blanc dont le bénéficiaire n'a pratiquement aucun compte à rendre. C'est le contraire de la démocratie de représentation qui, prolongeant et nourrissant l'action directe, délègue sur un ou plusieurs points précis des mandataires comptables devant leurs mandants. Ce système de délégation sur mandats est mis en pratique dans les syndicats (du moins dans certains). Les anarchistes et particulièrement les anarchosyndicalistes ont utilisé la possibilité qu'offre le cadre républicain d'organiser la classe des exploités, en dehors et face à l'État. Tandis que Fernand Pelloutier institue la fédération des Bourses du travail, interprofessionnelles, creusets d'une conscience de classe, Émile Pouget participe à la rédaction de la charte d'Amiens. Elle définit la nature du syndicat : révolutionnaire dans son objectif, qui est « la disparition du salariat et du patronat », il pratique une action quotidienne réformiste, dans la stricte indépendance par rapport à l'État et aux partis candidats à la gestion de l'État (bourgeois ou ouvrier) ; la charte préconise l'action directe, notamment la grève générale. Elle stipule « l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste », n'en déplaise aux agents de la CSI.

D'excellents principes, singulièrement menacés, après avoir été couramment transgressés. Mais les temps qui viennent ne supporteront pas les demi-teintes et les demi-mesures. La pression des partis aux abois et les exigences de la gouvernance mondialiste interdiront aux syndicats un autre rôle que celui d'accompagnement et de participation sur le modèle de la CFDT et de la CES, au nom du « syndicalisme rassemblé » cher à Thibault. Il n'y aura plus de place entre la charte du travail et la charte d'Amiens. Des plans d'attaque se sont fait jour – rapport Chertier, rapport Hadas, syndicats obligatoires, inféodés et colégislateurs.

Les anarchistes manqueraient gravement à leur rôle s'ils ne reprenaient pas dans sa substance le flambeau de la charte d'Amiens et n'œuvraient pas au premier rang du regroupement d'un courant de résistance, comme à Amiens il y a un siècle.

S. M.

Pénurie de professionnels de santé dans le monde

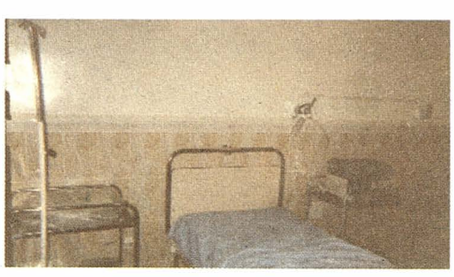
L.N.

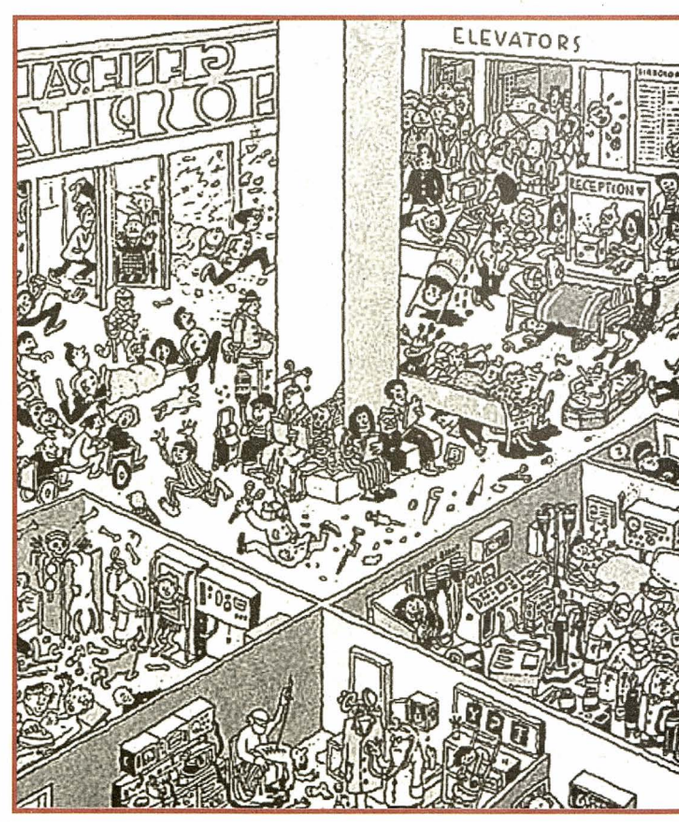
Groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste

Si le manque d'infirmiers, de masseurs-kinésithérapeutes ou de manipulateurs en électroradiologie médicale est criant en France et fait l'objet d'attentions des divers services ministériels, il est des situations dramatiques dans de nombreuses régions du monde pour lesquelles l'hypocrisie et la responsabilité sont portées par les États quels qu'ils soient. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a retenu, en 2006, comme thème de son rapport annuel et de la Journée mondiale de la santé, celui d'un besoin urgent de professionnels de santé dans la quasi-totalité des pays. En y regardant de près, ce sont les pays pauvres qui forment sur leurs deniers les médecins ou infirmiers qui iront travailler dans les pays riches. Les pauvres paient là encore pour les riches en y perdant leur santé et leur espoir de vie.

Qui n'a pas rencontré à l'hôpital des professionnels à diplôme hors Union européenne? Les médias ont parlé des infirmières espagnoles, mais combien de médecins africains, maghrébins ou des pays de l'Est? En avril 2006, on en comptait 6750 dans les hôpitaux de France, sans qu'ils puissent jouir de la plénitude d'exercice: un tiers provenait du Maghreb, 12,7 % d'Afrique noire. Même la Halde a rendu un avis stipulant que ces médecins souffrent de discriminations, notamment en termes de rémunération « alors même que leurs responsabilités concrètes sont identiques » à celles des autres médecins hospitaliers. Par vague, ils sont recrutés pour pallier le manque de médecins; par charter, ils sont renvoyés quand les hôpitaux publics les ont suffisamment exploités: 1500 euros par mois et des gardes de nuit sans arrêt, pendant que leurs collègues français touchent trois à quatre fois plus pour le même travail. À moins qu'ils ne veuillent vraiment rester dans l'Hexagone, et là une modalité leur permet de se présenter aux épreuves du diplôme d'État d'infirmier pour gagner trois à dix fois plus que s'ils restaient en Afrique. Ce que nous connaissons en France se pratique dans tous les pays d'Europe ou d'Amérique du Nord: l'Afrique anglophone ou l'Inde servant le Royaume-Uni ou les Etats-Unis, l'Afrique francophone, le Maghreb ou le Vietnam alimentant les pays européens.

Selon l'OMS, les quelque 59 millions de professionnels de santé ne peuvent répondre aux besoins de la population, et y répondront de moins en moins du fait de facteurs aggravant la santé de la population: développement du sida, de la malaria, de la tuberculose, apparition de nouvelles maladies, malnutrition, multiplication des conflits, délocalisation de populations, présence de catastrophes naturelles, forte croissance démographique,





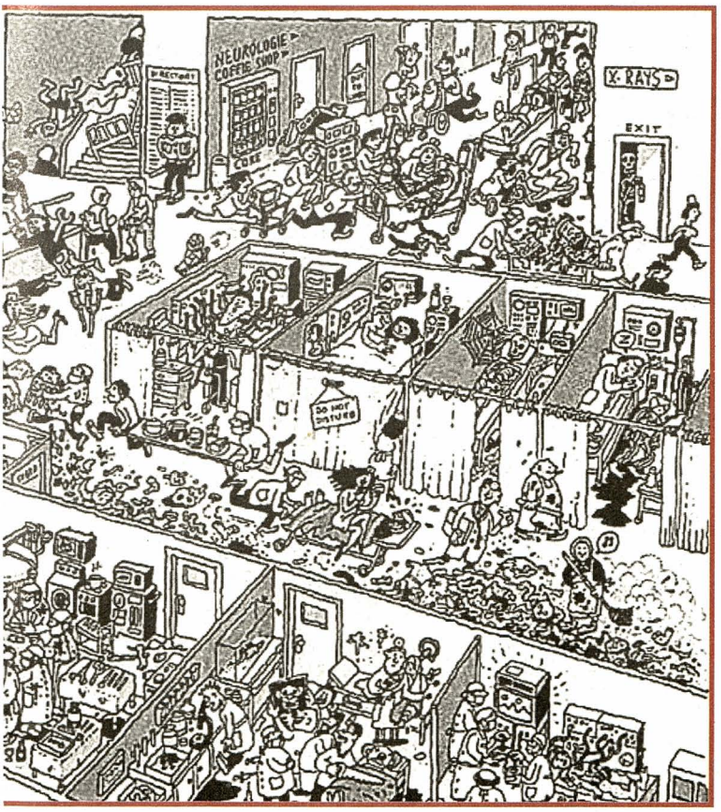
vieillissement de la population dans certains pays, et accroissement de la précarité et de la pauvreté des plus pauvres. En 2006, l'OMS estimait à 4,2 millions le nombre de professionnels de santé à recruter pour faire face aux besoins de santé et aux départs à la retraite dans les prochaines années. Aussi est-il nécessaire d'accroître les effectifs en formation: d'ici à 2015, il faudrait former un million de professionnels de santé pour la seule Afrique.

Mais si nous pouvons remarquer des progrès médicaux, technologiques et pharmaceutiques dans les pays du Nord, la situation sanitaire s'aggrave dans les pays en voie de développement. Dans au moins 17 d'entre eux, l'espérance de vie a reculé. 57 pays en voie de développement manquent dramatiquement de professionnels de santé pour assurer les soins et mettre en œuvre les programmes sanitaires: ainsi des millions de personnes meurent-elles chaque année sans avoir pu recevoir de traitement, le plus souvent par manque de professionnels. En Afrique sub-saharienne, ce sont 36 pays qui sont concernés. En Afrique, deux enfants sur trois meurent de maladies qui pourraient être facilement soignées ou prévenues. L'Afrique présente la plus forte morbidité: elle équivaut à 25 % de la charge mondiale pour 10 % de la population mondiale, alors que la région des Amériques présente une morbidité de 10 % de la charge mondiale pour 14 % de la population mondiale. Quant à la mortalité, au Ghana par exemple, le taux de mortalité infantile est de 1 pour 10, contre 1 pour 200 en France. C'est l'Afrique aussi qui a la plus faible densité de professionnels de santé: 0,8 pour 1 000 habitants, quand l'Europe en a 11,5 et les États-Unis en ont 19; le nombre minimal est de 2,5 pour 1 000 habitants pour pouvoir assurer les soins de base.

Parmi les causes de cette pénurie, il est important de citer les politiques d'ajustement structurel prônées par le FMI et la Banque mondiale aux cours des dernières décennies: comme le film *Bamako* l'a bien dénoncé, ces politiques ont conduit à un désinvestissement dans le domaine des ressources humaines pour la santé et à casser les divers services publics: distribution de l'eau, éducation, santé, réseau de transports... Ces services sont en étroite interrelation dans les programmes de prévention et de soins.

En outre et corollairement, l'insuffisance des salaires, les conditions sanitaires désastreuses, la rareté et l'obsolescence de certains équipements, l'insécurité permanente, la charge de travail croissante, les ravages du sida même parmi les soignants, entraînent une émigration grandissante des professionnels de santé des pays en voie de développement vers les pays développés. Ainsi chaque année, 20 000 soignants qualifiés quittent l'Afrique: 43 % des médecins employés par le National Health Service au Royaume-Uni sont étrangers (indiens ou sud-africains) et 45 % des infirmiers (originaires des Philippines, d'Inde ou d'Afrique du Sud). Au Ghana, il ne reste que 200 médecins sur les 800 formés entre 1993 et 2002. Au Zimbabwe, il n'en reste que 350 sur les 1 200 formés dans les années 1990.

Des causes d'ordre géopolitique ont aggravé aussi la situation. Beaucoup de pays se sont désengagés de coopérations conduites par des intérêts géostratégiques: les pays ayant accédé à l'indépendance, le bloc soviétique s'étant démantelé, les systèmes économiques, politiques, administratifs se sont effondrés et n'ont pu soutenir l'effort qu'ils donnaient pour les pays en voie de développement. Par ailleurs, en France, les coopérations se sont modifiées et ont perdu le vivier des jeunes appelés qui assuraient une partie des missions sanitaires sans que le relais politique soit assuré.



Les enjeux sont clairement posés par le rapport de l'OMS. Du côté des pays en voie de développement, il y a nécessité d'augmenter les salaires, de proposer des bonus financiers pour servir dans les zones reculées et d'étendre à toutes régions le maillage sanitaire, d'améliorer les conditions de travail pour retenir les soignants; mais pour augmenter les dépenses du secteur de la santé, il est indispensable de revoir les règles économiques qui s'imposent aux pays en voie de développement par le FMI, la

... en allant chercher du personnel en Afrique, les pays riches économisent le coût de la formation, dix fois supérieur à celui constaté sur le continent noir.

ATTENDEZ-VOUS À APPRENDRE Par Perrine Cherchève

"Immigration choisie".

Les médecins étrangers connaissent !

banque mondiale et l'Union européenne. Ces mêmes règles qui au nom de profits toujours plus importants – la privatisation – empêchent les populations de bénéficier de biens publics. Du côté des pays développés, l'augmentation de l'effort de formation de soignants doit être très important: cela permettrait d'accroître les ressources humaines nécessaires dans le secteur de la santé tout en épargnant aux pays fournisseurs de main-d'œuvre soignante le coût de formation de personnel voué à l'émigration. Mais c'est un effort conséquent car, en allant chercher du personnel en Afrique, les pays riches économisent le coût de la formation, dix fois supérieur à celui constaté sur le continent noir. Toutefois, il y a à réfléchir à des coopérations pour permettre la mobilité interrégionale entre le Sud et le Nord mais aussi entre le Nord et le Sud, relative à la formation continue et à l'échange de pratiques.

L'OMS se donne dix ans pour mener à bien un plan de travail avec des mesures à court, moyen et long terme. Les ministères français de la Santé, de l'Enseignement supérieur et des Affaires étrangères se réunissent avec l'expertise de l'OMS, d'ONG et des associations professionnelles pour élaborer des réponses permettant de développer des ressources soignantes ici et là, mais les volontés politiques seront-elles assez fortes pour faire plus que ce qu'assurent aujourd'hui les seules ONG ou initiatives privées généreuses, caritatives ou post-coloniales? Il y a urgence!

L. N.

Sources:

OMS, *Rapport de la Commission pour l'Afrique*, « Notre intérêt commun », Londres, 2005 (http://213.225.140.43/french/report/introduction.html)

Blanchet K., Keith R., « L'Afrique tente de retenir ses médecins », *le Monde diplomatique*, décembre 2006.

Bamako, film de Abderrahmane Sissako, 2006.

Comprendre pour combattre : le cas du démagogue

Nestor Potkine

Nestor Potkine qui, devant le goût de Sarkozy pour la reconduite aux frontières, rêve à la reconduite aux poubelles de l'histoire...

SARKOZY EST UN VIEUX MONSIEUR. Ou, plutôt, ses méthodes sont celles d'un très vieux monsieur, celles d'un très vieux métier, l'un des plus vieux du monde : celui de démagogue. *Le Petit Démagogue* (La Découverte, 10 euros), le livre récent de Jean-Luc Porquet, du *Canard enchaîné*, le démontre. Si bien, que ce livre devra servir de manuel à l'avenir pour quiconque souhaiterait combattre la montée au pouvoir d'un démagogue. Fidèle au système de rigueur et de priorité à la clarté qui lui a réussi dans *L'homme qui avait presque tout compris*, sa biographie intellectuelle de Jacques Ellul, Jean-Luc Porquet résume son analyse de la résistible ascension de Nicolas Sarkozy en neuf règles du démagogue : avoir un bagout d'enfer ; la forme, pas le fond, ou tout pour la com' ; avancer à coups de scandales ; les faits n'existent pas ; simplifier, simplifier, simplifier ; attiser les peurs ; punir est l'universelle solution ; promettre la Lune ; se prendre pour le sauveur. Ces neuf règles sont exposées de deux façons, aussi savoureuses l'une que l'autre.

Tout d'abord, chacune des neuf règles appelle une brillante biographie politique de neuf salopards, neuf excellents démagogues. Jean-Luc Porquet ouvre la foire aux monstres avec Pierre Poujade, l'idole des quinquas, l'homme qui fit rêver les boutiquiers, le chef dont Roland Barthes décortiqua le charme dans ses *Mythologies*. Puis déboule, dents blanches et lifting avoué, Silvio Berlusconi, « le télébonimenteur » mafieux, qui comprit que les médias sont le vrai pouvoir de l'époque. On connaît peu en France Huey Long, l'un de ces invraisemblables charlatans dont les États-Unis ont le secret, mais qui tenta de les transformer en république bananière. Hélas, nul n'ignore le sinistre et sanglant Slobo, relanceur des guerres balkaniques, pour le plus grand malheur du peuple serbe et de ses voisins. Jean-Luc Porquet repêche ensuite l'imbécile et vulgaire Cléon qui voulait massacrer les ennemis d'Athènes. Après quoi jaillit de sa boîte Savonarole, le moine florentin dont on pourrait dire « Ah ! si ton confesseur avait connu la psychanalyse. » Cet effrayant calotin poussa Botticelli à détruire toutes les toiles et les dessins restés en sa possession. Le nom du général suivant est familier, sa minable épopée beaucoup moins : oubli réparé grâce au rappel de la vie de Boulanger, banal et belliqueux bravache. Porquet conclut avec Eva Perón, le feuilleton télévisé au pouvoir, et avec l'original dont Sarkozy n'est que la pâle copie, celui que les droites du monde entier nous envient, grand, blond, athlétique, porteur de slips Dim : Jean-Marie en personne.

Sa seconde façon de traiter de la démagogie consiste à relier chacune de ces neuf règles et chacun de ces neuf démagogues au méchant nain (que les vrais nains me pardonnent !). Malgré la minceur de son action et l'enflure de ses déclarations, se pencher sur Sarkozy enseigne plus de choses qu'on ne le croirait au premier abord. Cela révèle surtout un danger qui, quoiqu'ancien, n'en devient pas moins de plus en plus central. Dans les démocraties, ou plutôt dans les régimes qui se prétendent tels, le choix des intendants du capital ne porte pas sur leur compétence éventuelle en tant que dirigeant de l'État, mais sur leur seule compétence à manipuler médias, réseaux et carrières en vue d'un seul résultat : gagner les concours pour le poste, aussi appelés élections. Les exploits récents de Chirac, de Bush fils, de Berlusconi et de Blair prouvent que ces intendants du capital ne se préoccupent même plus du minimum de gestion de l'État nécessaire à leurs maîtres pour faire des affaires en paix. Seule compte la course insensée au vote, clef de la répartition des bénéfices du pouvoir politique. L'homme véritablement puissant aux États-Unis depuis quelques années se nomme Karl Rove, le technicien du marketing électoral qui a permis à Bush de gagner deux fois. Depuis dix ans, de tous les Chirac, c'est Claude la plus importante. Ségolène n'existe que par la grâce des sondages et tombera aux oubliettes dès que leur faveur se portera ailleurs.

À force de prétendre que les élections sont le seul moyen légitime de décision collective, les régimes électoraux se laissent contaminer par les spécialistes des élections. Comme un virus ne sait rien faire d'autre qu'entrer dans une cellule pour qu'elle le reproduise, ces spécialistes ne savent que gagner des élections pour qu'elles les reconduisent. N. P.

Union européenne

Circulez !

D'une banlieue bulgare à « la vie de château » à Bagnolet : une lutte pour la liberté de circulation et d'installation

Nath et Gaël

Il y a un peu plus de deux ans, des Roms bulgares originaires d'un quartier de Tergovichte, sédentarisés depuis de très nombreuses années, fuyant la misère et les discriminations dont ils sont victimes (le taux de chômage est de 12 % en Bulgarie mais atteint 60 % à 90 % des Roms, selon l'endroit où ils vivent), sont arrivés par couples sans enfants à Bagnolet en Seine-Saint-Denis, petite commune de 30 000 habitants, limitrophe de Paris. Ils se sont installés sur un terrain vague communal, jusqu'à regrouper 80 personnes. Pendant un an, ils y ont vécu dans une très grande précarité, comme dans tous les campements de la banlieue parisienne, dans des baraques de fortune, sans eau ni électricité, sans ramassage de poubelles… Certains d'entre eux, arrivés depuis plus longtemps, avaient vécu des expulsions de terrain sur cette même commune.

Des habitants de Bagnolet, ayant l'expérience des comités de soutien notamment de Saint-Denis, sont allés à leur rencontre. Une mobilisation a dès lors démarré, et les Roms de Bagnolet ont participé à la manifestation des Roms d'Île-de-France de juillet 2004 pour réclamer des conditions de vie décentes, des logements et des papiers pour tous. Un rassemblement en novembre 2004 a été organisé pour réclamer l'arrêt de la procédure d'expulsion demandé par la mairie de Bagnolet et un aménagement du terrain qu'ils occupaient. L'accueil à la mairie ne fut pas des plus chaleureux, mais la mobilisation massive des Roms ce jour-là a probablement été décisive pour la suite des événements.

En effet, quelques jours après, le 1er décembre 2004, un incendie détruit le bidonville. Et, ce jour-là, face aux dérisoires propositions de relogement de la préfecture, à la volonté des Roms de rester groupés et à l'appui du comité de soutien naissant, le maire décide de les héberger provisoirement dans l'ancien centre de loisirs dit château de l'Étang.

Rapidement, un groupe de travail regroupant des élus du Parti communiste et des Verts, des Roms et leur comité, se constitue afin de trouver une solution durable pour leur relogement, en sachant que le conseil régional doit voter les mois suivants un budget de un million d'euros à partager entre les communes qui proposeraient un relogement pour « l'éradication des bidonvilles ».

Population et Parti socialiste hostile

Depuis leur installation dans l'ancien centre aéré, nous avons vu se multiplier des rumeurs fantaisistes sur le nombre d'occupants et l'état du bâtiment ; les Roms sont devenus responsables de tous les vols, agressions et cambriolages survenant dans la ville. Certains alimentent les peurs en parlant de réseaux mafieux, de prostitution. Le Parti socialiste

Militants de différents comités de soutien de salariés en grève, de sans-papiers, de mal logés… et aujourd'hui des Roms de Bagnolet.

local ne fait qu'entretenir un climat d'hostilité envers les Roms pour combler le vide politique qui les caractérise à Bagnolet. Les socialistes de Bagnolet sont opposés depuis le début à une solution, même d'urgence après l'incendie, et se positionnent dès lors en extérieur en allant sur le terrain politique de la droite et de l'extrême droite comme dans beaucoup de communes en Seine-Saint-Denis tenues par le PC: en attisant la haine (justifiant au bureau municipal « les expéditions punitives d'un petit groupe de jeunes du quartier » contre les Roms, jeunes soutenus par des élus habitant le même quartier); en racontant des contre-vérités qui alimentent les peurs (« Bagnolet, devenue le point de ralliement des populations tziganes d'Ile-de-France », « Leur nombre augmente tous les jours », « Populations exploitées par des réseaux mafieux »); en faisant circuler des rumeurs et des sous-entendus malsains: « Nombreuses nuisances engendrées », « La situation devient dangereuse »; en faisant d'absurdes parallèles (« Reloger les squatters » et « 1 200 ou 1 600 demandeurs de logement sociaux »). Ces rumeurs et ces caricatures de préjugés racistes dont les Roms font les frais depuis plusieurs siècles ont eu pour conséquence de très nombreuses agressions verbales et physiques (jets de pierres, tir au gomme-cogne) sur les habitants du château de l'Étang. Et forcément une impasse considérable pour les Roms (pour la majorité depuis plus de trois mois en France) et leur comité à répondre à ces agressions, si ce n'est par voie de tracts et d'initiatives diverses de soutien.

En revanche, signalons tout de même que si seuls 30 % des habitants récemment sondés (sondage commandé par la mairie sur mille habitants environ) soutiennent l'initiative de relogement au château de l'Étang, ils sont 51 % à approuver le projet de relogement définitif.

Le rapport avec la mairie: ambigu et contradictoire

La première grosse contradiction évidente est que la mairie continue d'approuver les expulsions de terrains par la préfecture sur le territoire de sa commune. Mais, même lorsqu'il s'agit des 80 résidents hébergés sur décision du maire, les rapports sont on ne peut plus fluctuants.

En février 2006, le conseil municipal de Bagnolet a donc voté à la majorité PC et Verts (le Parti socialiste et la droite ont voté contre) le relogement des Roms dans le cadre du programme de la Région.

Néanmoins, les relations avec la mairie sont très irrégulières et paradoxales, à l'image de sa majorité municipale et notamment du Parti communiste, divisé et tiraillé entre des valeurs affichées de solidarité et la démagogie cédant au racisme d'une partie de la population... Cela a pour conséquence des attitudes totalement contradictoires et de très nombreux blocages administratifs. Ainsi les Roms et leur comité de soutien doivent-ils se battre depuis plus de deux ans souvent pour des évidences: plusieurs occupations de la mairie ont été nécessaires pour débloquer des situations (par exemple trois occupations pour obtenir une domiciliation administrative du CCAS!), ou simplement pour renouer un dialogue souvent interrompu par les volontés défaillantes et la légèreté du personnel des directions administratives communales ou de certains élus.

La dernière occupation, en décembre dernier, de la salle du conseil municipal par la quasi-totalité des résidents et leur comité de soutien a, par exemple, été motivée par une descente de police au château avec huissier, à la demande de représentants de la mairie faisant suite à des rumeurs absurdes!

Il a fallu également contrecarrer, par l'envoi à tous les élus d'un commentaire critique (qui fut efficace!), une « enquête sociale » effectuée par l'association France terre d'asile à la demande (et financée par) de la mairie, association qui a démontré sa totale incompétence en la matière. Elle a rendu un rapport décrivant une situation apocalyptique au château et dont la conclusion de son directeur remettait en cause l'idée même d'un projet d'hébergement collectif au nom de la « sacro-sainte intégration »!

Ces contradictions dans l'attitude de la mairie – tantôt dans la propagation de rumeurs, tantôt dans la répression –, notamment pour ce qui concerne l'activité de la ferraille, mais à la fois pour leur relogement, et avec des discours de solidarité, a pour conséquence que les Roms ne croient pas trop à ce projet et parfois pensent que les futures maisons préfabriquées qui leur ont été promises serviront à autre chose qu'à leur relogement.

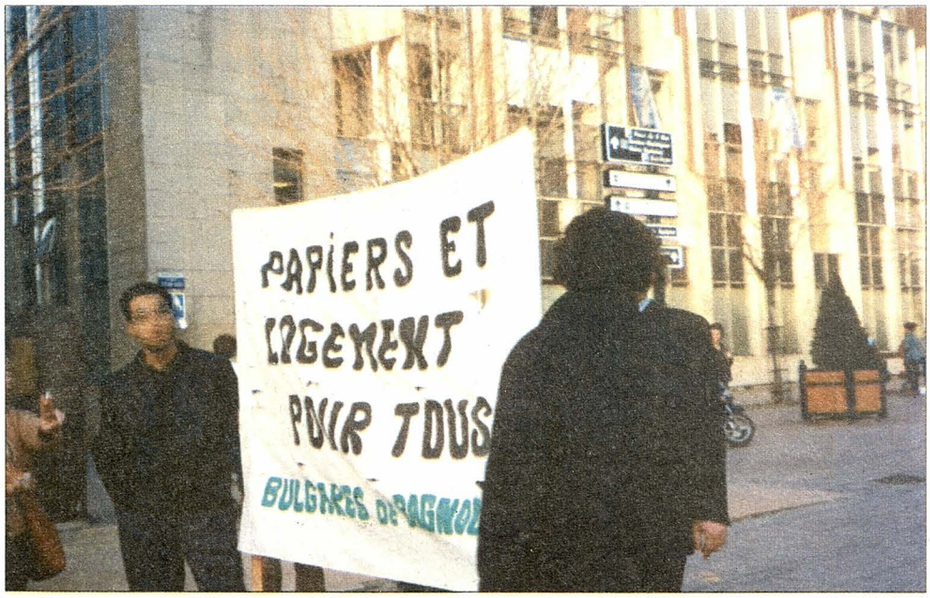
Leurs activités

La population du château de l'Étang vit depuis deux ans en autogestion et en complète autonomie – ce qui a permis au comité de soutien de ne pas se transformer en comité d'assistanat humanitaire (ce qui était hors de question) – sur ce site qui n'est évidemment pas adapté pour héberger 80 adultes. Le groupe est constitué de plusieurs unités familiales, une mobilité importante avec beaucoup d'allers-retours pour refaire tamponner son passeport tous les trois mois (cela devrait changer depuis le 1er janvier 2007). Quelques enfants sont venus rejoindre certains couples, un camion-école intervient désormais sur le site. La plupart vivent désormais plus de la récupération de la ferraille (ce qui leur vaut une autre bataille contre la mairie – alors qu'ils ont en revanche le soutien des Verts) que de la mendicité, de la réparation des encombrants revendus aux puces des portes de Montreuil et Bagnolet ou envoyés en Bulgarie et puis du secteur informel: ménages, bâtiments...

Sur Bagnolet on peut compter, même si ce n'est pas évident de faire un état des lieux (petits squats, bords du périphérique, terrain de la DDTE...), étant donné les nombreuses expulsions collectives de terrain sur la ville, à peu près 200 Roms (y compris la population du château), tous originaires de Bulgarie: Tergovichte, Varna, Plovdiv.

La lutte n'est pas terminée

S'il a lieu – car la bataille n'est pas gagnée, au regard de l'hostilité de certains élus et des habitants du quartier concerné –, le relogement devrait intervenir en avril 2007. Mais il restera un gros combat à mener dans cette commune où, comme dans beaucoup de communes, solidarité rime avec paternalisme: celui de l'autonomisation de leur lieu de vie, c'est-à-dire tel qu'ils vivent actuellement. Nous ferons tout pour empêcher qu'une association mette la main sur ce nouveau site avec un règlement intérieur fliquant et infantilisant les résidents, ou risquant de produire des comportements de corruption comme on l'a déjà vu si souvent. N. et G.



Pour un abstentionnisme libertaire

Réponse à Yannis Youlountas et Michel Onfray

Daniel

L'HEBDOMADAIRE « POLITIS » du jeudi 1er février 2007 consacre sa une et un dossier important à la candidature de José Bové. Il faut dire que ce même jour l'ex-porte-parole de la Confédération paysanne annonçait dans un meeting qu'il serait candidat à la présidentielle de 2007.

C'est à l'occasion de ce lancement de campagne qu'un appel intitulé « Peut-on être libertaire et soutenir la candidature de José Bové ? » paraissait dans la rubrique « les tribunes » du site www.politis.fr. Cet appel est cosigné par le philosophe et essayiste bien connu Michel Onfray et par Yannis Youlountas, écololibertaire, poète, philosophe et écrivain.

Ouvrant l'appel en s'adressant directement aux abstentionnistes, « et notamment les libertaires », la candidature de Bové est valorisée comme un acte en dehors des partis politiques et de leurs stéréotypes et inspirée par les mouvements sociaux où libertaires et non-libertaires sont coude à coude. Ce sont ensuite ses talents de tribun associés à ses actes courageux, désobéissants et non violents, ses inspirateurs (Bakounine, J. Ellul) et son humanisme qui le fait mondialiser les questions nationales qui convaincraient « les libertaires » en faveur de son élection. Enfin, pour résumer, la présence de nombreux libertaires dans les réseaux favorables à la candidature de José Bové et les « circonstances exceptionnelles » de notre histoire sont des éléments qui font se poser la question : « L'heure est-elle à résister jusque dans les urnes avec nos compagnons de lutte ? »

Que l'on permette donc à un simple abstentionniste libertaire de faire part de ses ressentis à la lecture de ce texte. Si la question du courage et de la sincérité des engagements de José Bové ne se pose évidemment pas, c'est sur la pertinence de son geste, en rapport avec l'objectif que nous poursuivons, qu'il faut nous interroger.

Les références communes aux libertaires découlent d'un tronc commun. Si les lectures et les interprétations en varient inéluctablement, il y a des constances – malgré des adaptations – dans les stratégies et les finalités anarchistes que l'on ne peut passer sous silence. Parmi ces stratégies, la prise du pouvoir : que José Bové relise Bakounine, cette lecture de jeunesse.

Il y relira l'antinomie avec une démarche de pédagogies et d'autonomies des luttes qui permet les prises de conscience de la force collective que nous représentons, et du clivage entre ceux qui possèdent l'argent, les moyens de production et d'échanges, les moyens de coercition, de répression. Cette recherche pour arriver en haut de l'affiche, au nom de l'efficacité – toujours –, n'est pas des plus originales, mais continuera à fracasser les espoirs de changer le monde, même par touches, contre l'écueil de la real-politik composée dans la sphère politique par l'État – gardien du temple – et dans la sphère économique par le capitalisme qui s'est payé le temple et tout ce qu'il y avait autour. Car cette « gauche qui a démissionné » est une gauche de gestion : de Mitterrand à Tony Blair, de Lula à Kirchner… Et nombre d'entre eux se sont livrés au vain exercice de Sisyphe et son rocher, souvent avec les meilleurs intentions, mais pour… une même absence de résultat. Alors quelle raison nous ferait aujourd'hui rompre avec cette conviction profonde que la société ne prend vraiment conscience d'elle-même que lorsqu'elle décide de se donner les moyens de lutter et d'inventer ses lendemains ?

Les libertaires, n'étant pas des hommes et des femmes de main, s'engagent pour un projet politique. C'est pourquoi ils se reconnaissent sous des vocables, des cultures, des histoires… « libertaires ». Il n'a pas échappé aux cosignataires de l'appel que les libertaires luttaient au coude-à-coude avec les non-libertaires. Cette démarche va logiquement avec la compréhension que l'on peut – et que l'on doit – s'engager dans des luttes qui trouvent

un ou des points communs convergeant avec la finalité des adeptes du socialisme libertaire. Or le projet libertaire, et là aussi, malgré des différences d'approche, reste une finalité de socialisation des moyens de production et de distribution, d'autogestion généralisée, de fédéralisme libertaire..., cela dans le dessein d'abolir les dominations, à commencer par les inégalités sociales, le capitalisme. Et, de ce point de vue, les propositions de José Bové ne m'inspirent, globalement, ni plus ni moins d'intérêt que celles de ses concurrents de LO, de la LCR, du PCF ou des Verts. Je ne peux donc m'y retrouver.

Vieillotes conceptions auxquelles on s'arcbouterait ? Moins discutables pourtant que votre chimère de la prise de pouvoir pour changer radicalement l'ordre des choses. Mieux : c'est cette illusion dramatique – le bonheur passe par l'État – qui a hypothéqué durablement dans l'esprit de nos compagnes et compagnons d'injustice tout projet de transformation sociale. Aujourd'hui, les zapatistes ne disent pas autre chose en réorganisant la vie de manière horizontale. L'essayiste irlandais John Holloway (qui n'est pas anarchiste) ne dit rien de plus lorsqu'il explique que l'on doit « changer le monde sans prendre le pouvoir », parce que le modèle révolutionnaire qui passe par la prise du pouvoir est en crise.

Nous sommes nous aussi, libertaires, malgré notre ténacité, nos efforts quotidiens, notre impatience... de plus en plus acculés par un capitalisme qui resserre les mailles du filet marchand, par des États qui font très bien le jeu des financiers, par un environnement dégradé à un niveau jamais vu à ce jour. Nos efforts ne vont pas se relâcher. Avant, pendant, ou après les urnes. Dans cette lutte-là, chaque acte a du sens. Pour moi, l'appel politique à l'abstention libertaire est déjà un acte politique fort, de transgression, de désobéissance, d'encouragement à chercher les voies du changement radical de civilisation autrement que par la personnalisation médiatique, et la structuration verticale de l'organisation politique (ce qu'est l'État) et du changement espéré, qui ne viendra pas.

En outre, je voudrais dire que je ne comprends pas l'idée selon laquelle il y a urgence aujourd'hui – plus qu'hier – à prêter aux urnes les pouvoirs qu'elles ne possèdent pas, que ce soit au premier tour au motif que ce serait un vote garanti sans OGM, ou bien au second tour pour soi-disant faire barrage au borgne ou à un agressif nabot.

Pour finir, le dialogue entre tous ceux et celles qui désirent sincèrement changer le monde est indispensable et toujours fécond, mais rien aujourd'hui ne me permet de penser que la candidature que vous soutenez est plus porteuse de rupture qu'une autre.

Je ferai donc campagne pour l'abstention libertaire, l'autogestion, la tranformation sociale. La luttte continue !

Salutations libertaires, D.

« Daratt » (Saison sèche)

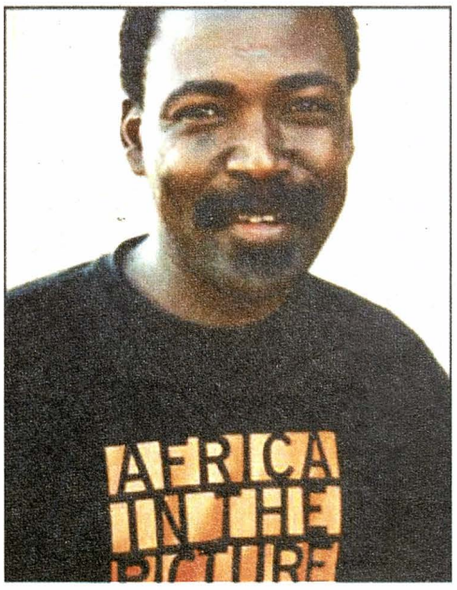
de Mahamat-Saleh Haroun

Daratt débute avec l'annonce de l'amnistie au Tchad et la décision d'un grand-père, aveugle, d'envoyer son petit-fils, Atim, venger la mort de son père assassiné. Au Tchad il y a au moins 40 000 personnes tuées ou de disparues qui témoignent de la nature du règne de Hissène Habré. Mais la vengeance que décide le grand-père n'est pas une décision isolée. C'est un phénomène qui touche l'ensemble des pays africains et maghrébins où l'on considère, à juste titre, que l'honneur doit être vengé et que l'amnistie ne résout rien. La décision de faire justice soi-même semble normale, car elle correspond souvent au sentiment ou au désir de réparer une injustice. Mais ces initiatives personnelles, même si le film les met en scène, ne correspondent pas du tout à ce que défend le cinéaste. Son film montre qu'on peut tenir compte de tous ces paramètres sans commettre l'irréparable. Mahamat-Saleh Haroun a son point de vue, qu'il décline avec beaucoup de talent. *Abouna*, son film précédent, défendait une l'idée que les noyés du détroit de Gibraltar confirment tous les jours : il faut arrêter l'émigration, cette hémorragie, rester au pays, trouver des solutions sur place, le bonheur d'être en vie est préférable à tout. Comme dans *Daratt*, dans *Abouna* on partait aussi d'un problème intime, à l'intérieur d'une famille. Les garçons d'*Abouna* partaient chercher leur père. Et les pères absents sont monnaie courante dans ces pays dévastés par des guerres successives. Mahamat-Saleh apporte une solution acceptable à tous ces problèmes profonds de la société africaine, où la violence et la tendresse sont frères ennemis et ne veulent plus se rencontrer, alors qu'ils cohabitent parfois à l'intérieur de la même personne.

Fréquenter son « ennemi » peut apporter des éléments inconnus et contribuer ainsi à modifier la donne. *Daratt* est un film important pour l'Afrique, une œuvre de lumière et de beauté.

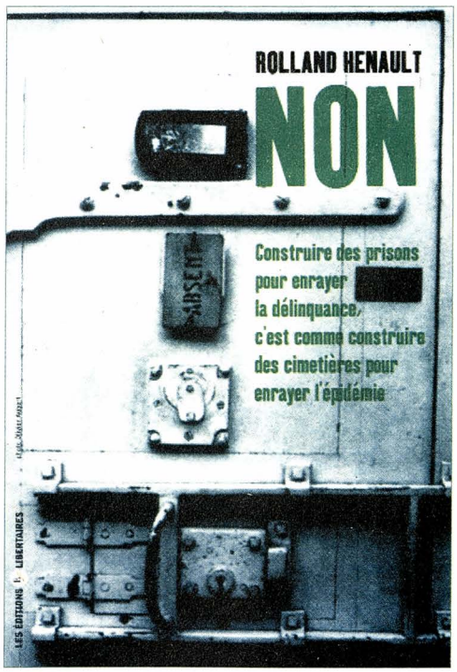
Mahamat-Saleh Haroun a été coproduit par un autre grand auteur du cinéma africain, Abderrahmane Sissako. *Bamako* et *Daratt* primés et sortis la même année. Allons les voir.

Heike Hurst



Grand prix « Ni Dieu ni Maître » à *Non* de Rolland Hénault

Le long sous-titre choisi par Rolland Hénault est une formule fracassante: « Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie. » (Devise de la revue *l'Envolée*)



Rolland Hénault, *Non. Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie*, les éditions libertaires, 207 pages, 12 euros.

Le ton est donné. Ce livre, écrit d'une plume féroce, nous rappelle une fois de plus ce qu'est l'univers carcéral: une implacable machine à détruire. Rolland affirme: « Décrire la prison, prétendre pouvoir la décrire, en donner une image objective, impartiale, et même appréhender la nature de la prison, voilà qui est impossible. »

Sans doute, mais, pour ceux qui la connaissent, il n'y pas photo. *Non* rend bien compte de la taule. À travers les courts récits que nous font vivre toute une série de prisonniers, nous sommes bien « au placard ». C'est de la « ratière » qu'il s'agit, le bruit, l'odeur, la violence, la haine, le désespoir, mais aussi la tendresse, l'amitié, la solidarité parfois. Rarement!

Déjà, avec *les Murs de la déraison*, publié en 1994 et réédité en 2003 aux éditions de l'Impossible, l'auteur avait jeté un pavé dans la mare. Nombre, comme nous, avaient dit: « Il a raison. C'est exactement ça, la prison. » Les députés et les sénateurs l'ont confirmé en 2000, en parlant de « honte pour la République ». Mais les années passent. Le discours sécuritaire revient en force. Sarkozy surfe sur les peurs qu'il distille et, dans la dialectique bien connue des apprentis dictateurs, il rassure: « Soyez en paix, avec la répression, je veille sur vous, je vous protège. » Et la logique du délire paranoïaque entraîne la construction de nouvelles prisons, pour nous faire croire que nous sommes en sécurité. Rolland Hénault nous l'a rappelé dès 1994.

Cela a commencé au début des années 1980 avec les chantres du toujours plus carcéral qui se sont succédé: Chalandon, Arpaillange, Pasqua, Chirac, Sarkozy et combien d'autres...

Oui, tu as raison, Rolland, ce n'est pas avec cette politique qu'ils vont mettre fin à la délinquance. Au contraire, comme tu le rappelles dans *Non*, la prison fabrique elle-même la récidive. Elle ne résoud pas les problèmes. Au contraire, elle en crée. D'ailleurs, tu l'analyses parfaitement: « La délinquance et le crime sont voulus et rendus indispensables au fonctionnement de la société. Ils font partie intégrante de l'économie. »

Ce qui est terrible, c'est la série de portraits que l'auteur nous offre avec simplicité, sans fioritures, mais qui font d'autant plus mal que l'on sent à quel point ils sont vrais: Vladimir, le Yougo, le Péruvien qui a tué son père, l'Indien du Chili, Nathalie, Joseph, Mahmoud, Ingrid, Carlos, Ahmed et tous les autres.

Un texte particulièrement insupportable est celui intitulé: « Y touchent à ma mère? Je les démolis. » C'est à se demander si Rolland n'a pas voulu nous proposer une synthèse des âneries proférées par certains jeunes des cités sur le deal, les femmes, le viol, la violence, la religion, le Coran, le ramadan et le 9-3... Malheureusement, ces paroles, nous les connaissons. Nous les avons entendues. Nous les entendons encore : c'est le discours de survie de ceux qui n'ont aucune identité et sont exclus de la culture...

De toute façon, c'est le système social entier qui est à revoir. Rolland écrit: « Il est clair que les gens ordinaires, les "petits hommes", selon la formule de Reich, doivent reconquérir le pouvoir de la parole, hors des institutions officielles. »

Mais il observe, ce qui donne toute sa dimension politique à son livre : « Tout le reste relève d'une révolution dans les mentalités, c'est-à-dire d'une révolution tout court. Le seul problème est de savoir s'il est encore possible de faire cette révolution, sans faire appel à la violence révolutionnaire. »

Jacques Lesage de La Haye
Groupe Berneri de la Fédération anarchiste
Ras les Murs sur Radio Libertaire

Amerique latine
Lectures libres pour mes compadres y compadritas

Hugo Chávez, Evo Morales, Luis Inacio Da Silva (dit Lula), narcotraficants, Michelle Bachelet, Chiapas, Castro (le vrai, c'est-à-dire le barbudo qui teste intensivement la médecine de son pays), Alena, opération Condor, Oaxaca, etc., autant de noms, de sigles, de dénominations sur lesquels la quasi-totalité des lecteurs du *Monde libertaire* sont capables de plaquer un certain nombre d'images, de représentations, puis d'argumenter sur le plan politique avec une certaine efficacité, Néanmoins, au fond de lui-même, lequel d'entre nous n'a pas ressenti parfois une certaine frustration à ne posséder que des connaissances éparses sur l'Amérique latine? Allez mes compagnons qui chérissez le noir, ne rougissez pas de honte… même si l'association de ces deux couleurs donne un très beau résultat!

Parce qu'anarchistes nous sommes, nous pouvons reprendre à notre compte ce que disait Atahualpa Yupanqui: « Le tengo rabia al silencio » (j'enrage contre le silence).

Mais alors, notre indignation, fût-elle étayée par nos idéaux, serait impuissante si nous perdurions à cultiver une certaine méconnaissance.

Et c'est ainsi que je vous invite à arpenter un petit peu plus la planète Gutenberg pour mieux appréhender « un passé qui ne passe pas » pour des centaines de millions de nos frères et sœurs d'Amérique latine.

Le voyage que nous ferons… ira de la Terre de Feu jusqu'au Río Bravo. Pour premier guide, nous solliciterons Eduardo Galeano car son ouvrage « Les Veines ouvertes de l'Amérique Latine[1] », publié il y a plus de vingt-six ans et réédité depuis, n'a guère pris de rides, C'est une fresque, un palimpseste plutôt, dont la matière ressemble étrangement à la peau des indigènes, esclaves, immigrants qui furent exploités en continu au cours des siècles et parfois martyrisés jusqu'à l'ethnocide le plus complet.

De l'épée des conquistadores en passant par la politique de la canonnière, E. Galeano nous accompagne jusqu'à la rencontre des « médecins » du FMI, sombres prescripteurs de potions mortifères.

Après ces pérégrinations dans le temps et l'espace en compagnie de notre ami uruguayen, allons toquer à la porte de l'université du Québec à Montréal.

Là, l'historien chilien José Del Pozo viendra nous ouvrir et nous rejoindrons un vaste appartement qui se nomme: « Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de 1825 à nos jours[2] ».

Le ton du commentateur sera plus feutré, le style plus académique, après le feu Galeano nous goûterons à l'eau du Pozo en quelque sorte.

Cet ouvrage vaut surtout par sa maîtrise chronologique, sa clarté, sa mise en exergue des différents pouvoirs (et de leur forme particulière) qui se sont succédé depuis les indépendances et la création des États-nations actuels sur les ruines des empires coloniaux qui s'en trouvèrent démembrés. José Del Pozo susurre en continu un petit air de « regret éternel », une forme de lamento très social-réformiste lorsqu'il déplore les nombreux échecs dans les tentatives d'acclimatation en Amerique latine de formes de gouvernements reposant réellement sur la démocratie représentative.

Mais il est vrai que les ténors de la Vieille Europe et encore moins l'oncle Sam, pour ce dernier que ce soit en version « big stick » (doctrine Monroe) ou bien en mode billet vert à tous les repas (quand repas il y d'ailleurs), n'y ont guère aidé.

La fatigue et la faim commencent à se faire sentir? Caramba! Nous choisirons alors une tortilla bien pimentée pour repartir du bon pied. L'essai de Gaëtan Mortier « Mexique. Entre l'abîme et le sublime[3] » y pourvoiera amplement.

L'éditeur postule que (je cite): Gaëtan Mortier signe un essai politique, économique, social et culturel qui fera date. Le pari est tenu.

Deux chapitres en particulier fouaillent dans les réalités du Mexique contemporain avec la précision d'un scalpel tenu par une main ferme. Il s'agit de ceux qui sont intitulés: « Peuples indigènes, marginalisation et résistances », suivi de « Migrations et frontières ». L'auteur signe là, sans un soupçon de pathos, des pages bouleversantes, pages qui raffermiront encore et encore notre volonté d'être solidaires de ces hommes et femmes qui – simplement pour survivre – se débattent entre politiciens corrompus jusqu'à la moelle, policiers sanguinaires, hommes d'affaires d'une cupidité insondable, etc., le tout sous le regard complice d'une Église particulièrement arrogante et veule.

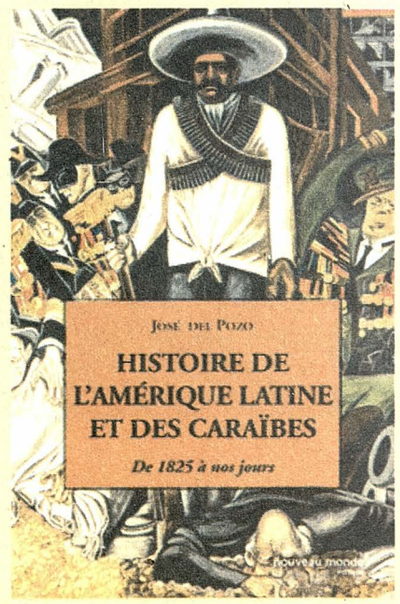
Pour conclure vient le temps où il convient de laisser la parole aux peuples à qui elle fut constamment confisquée sur le long cours des siècles. Si l'or arraché aux entrailles de la terre fut saturé de leur sang, à rebours de cette barbarie, les « Hommes de maïs. Cœurs de braise[4] » nous offrent avec ce recueil une pépite pétrie d'humanité sous le proche et fraternel regard de Florés Magón.

Les pages d'autres futurs sont à écrire, mais les opprimés ont pris la plume et ne la relâcheront plus jamais car, vraiment… ya basta!

Sami Chemin
groupe Élisée Reclus de la Fédération anarchiste

---

1. *Les Veines ouvertes de l'Amérique latine.* Eduardo Galeano. Pocket (2001).
2. *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes.* José Del Pozo. Nouveau Monde.
3. *Mexique. Entre l'abîme et le sublime.* Gaëtan Mortier. Toute latitude.
4. *Hommes de maïs. Cœurs de braise.* L'insomniaque.



Les Veines ouvertes de l'Amérique latine. Eduardo Galeano. Pocket (2001).
Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes. José Del Pozo. Nouveau Monde.
Mexique. Entre l'abîme et le sublime. Gaëtan Mortier. Toute latitude.
Hommes de maïs. Cœurs de braise. L'insomniaque.
Tous ces livres sont disponibles à la Librairies du *Monde libertaire*, au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Espagne
Affaire Granado et Delgado

Les familles présentent un recours devant le Tribunal constitutionnel

Francisco Granado et Joaquín Delgado sont les deux anarchistes exécutés par le vil garrot le 17 août 1963 à Madrid.

Leurs familles affirment aujourd'hui que le Tribunal suprême à appliquer des critères « rigoristes » et « empreints de préjugés » en refusant la révision du procès de Granado et Delgado. Elles se sont déplacées récemment au Tribunal constitutionnel pour présenter un recours contre la décision de la salle des affaires militaires du Tribunal suprême qui leur a nié pour la seconde fois l'autorisation de formaliser un recours de révision contre la condamnation des deux anarchistes.

La veuve de Granado, Pilar Vaquerizo, et Francisco Delgado, le frère de Joaquín, ont obtenu un jugement favorable du Tribunal constitutionnel en 2004, quand celui-ci obligea le Tribunal suprême à apporter les preuves figurant au dossier de l'affaire lors des condamnations de 1963.

Les diligences réalisées, la salle des affaires militaires a refusé l'autorisation qui devait permettre de formaliser le recours. Dans une assignation, le 18 décembre, par trois votes contre deux, le Tribunal suprême affirma : « Les témoins n'offrent aucune crédibilité. Leurs témoignages ne peuvent être vérifiés, aucune preuve réelle n'a été apportée. Ces preuves ne peuvent accréditer, de la façon la plus minime, la participation matérielle de Martín et Hernández » dans les faits attribués a Granado et Delgado.

Antonio Martín et Sergio Hernández, qui étaient, comme Granado et Delgado, des activistes de la Fédération ibérique des jeunesses libertaires, se réfugièrent en France après les faits. Tous deux ont confessé être les véritables auteurs des attentats reprochés à Granado et Delgado. Des bombes avaient alors été posées à la Direction de la sécurité et à la Délégation nationale des syndicats verticalistes. C'est pour ces faits que Granado et Delgado furent détenus, jugés et condamnés en seize jours par un conseil de guerre franquiste.

Le recours présenté par l'avocat Francisco García Cediel soutient que la décision du Tribunal suprême fragilise les droits de la défense et de la tutelle judiciaire. Dans cette affaire, le recours reproche au Tribunal suprême une interprétation « rigoriste, formaliste et empreinte de préjugés ».

« À ce moment du processus, il n'est pas nécessaire de vérifier s'il existe des preuves suffisantes qui mettraient en évidence l'erreur du jugement quand, à première vue, il y a une base suffisamment solide pour permettre la révision du procès. Dans le cas contraire, on dissimulerait différents éléments, notamment l'autorisation pour le recours et la formalisation de celui-ci », indique le demandeur, qui soutient que les témoignages prêtés devant le Tribunal suprême « furent cohérents » et ne tombèrent pas dans des « contradictions évidentes ».

En tout cas, il ajoute, « si la majorité de la Salle des affaires militaires entendait qu'entre les témoins il existerait des contradictions, elle devrait les faire témoigner à nouveau et les soumettre à confrontation. Mais elle ne devrait pas utiliser un quelconque autre point secondaire et obscur pour faire pression et sous-estimer la révision ».

La demande souligne que Delgado et Granado « furent condamnés lors d'un procès injuste, sans avoir le droit à un tribunal indépendant, ni à la défense d'un avocat de leur choix, ni à la présomption d'innocence. La sentence, il suffit de la lire, ne met en évidence aucune preuve ». Le défenseur exprime alors sa « stupéfaction » devant l'affirmation du Tribunal suprême selon laquelle le procès ne fut pas dénué de preuves contre les deux exécutés.

Comme en Espagne, en France la campagne pour la reconnaissance de l'innocence de nos deux camarades se poursuit. Contre l'amnésie historique et la justice, pour la « réhabilitation morale et matérielle » des victimes oubliées du fascisme, le combat continue.

Daniel Pinós

Radio libertaire

Jeudi 8 février

Les enfants de Stonewall « Affinités électives » à 19 h 30 : Émission gay et lesbienne. Revue de presse : deux revues, gaie (Triangulère) et lesbienne (Lesbia mag) ; du ton, de la hauteur de vue, des numéros forts et nerveux, une bonne cuvée pour le début de 2007 (entre autres l'histoire d'Arcadie et le queer). Avec Geneviève Pastre et Stéphanie à la technique & programmation musicale.

Entre chiens et loups à 20 h 30 : Art & Anarchie. Invité : Hervé Zenouda, pour sa thèse sur *La fusion image / son dans le numérique.*

Vendredi 9 février

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Disciplines de l'indiscipline. Invitée : Mireille Rey, pour le dernier numéro de la revue *La Vérité en Contrebande,* n° 19-20, janvier 2007. Nous aborderons les trois discussions suivantes, partant du sommaire : 1°) Déconstitution de la République et des formes d'organisation sociale et politique (droit à la liberté de conscience ; critique du communautarisme…) ; 2°) Désintégration des formations historiques et rivalités entre puissances (Europe contre les peuples ; Venezuela…) ; 3°) Petit parcours dans les archives : état de guerre et faux-semblants.

Samedi 10 février

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres… *Le Retour des camps ? Sangatte, Lampedusa, Guantanamo…* Ouvrage collectif dirigé par Olivier Le Cour Grandmaison, Gilles Lhuilier et Jérôme Valluy. Avec Olivier Le Cour Grandmaison.

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latinoamericana à 19 heures : Actualité politique de l'Amérique latine. L'émission accueillera le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte et deux délégués de San Salvador Atenco de passage en France. Ils nous tiendront informés de la situation de la population et des prisonniers et prisonnières politiques de San Salvador Atenco, depuis la dernière vague de répression étatique de mai 2006.

Dimanche 11 février

Folk à lier à 12 heures : Musiques traditionnelles. Suite de l'interview de Gilles Chabenat, et quelques nouveautés…

Le Mélange à 17 heures : L'émission de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 12 février

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse. L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. Programme de chanson française, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte… Avec le professeur Dupont d'Isigny, le Marie de Jeanne, Lorenzo, Cédric de la Trique, de l'Ordre des Carmélites Pentus.

Mardi 13 février

Pas de quartiers… à 18 heures : Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. Rediffusion de l'émission consacrée au livre de J-P Gouteux : *Apologie du blasphème.* Tous à vos bidouilles à germanium !

Paroles d'associations à 19 h 30 : Magazine de la vie associative et culturelle. *Journal d'un lâcher prise* d'Angèle Zangari.

Jazz en liberté à 22 h 30 : Free jazz et musiques improvisées. Par Gérard Terronès.

Mercredi 14 février

Les destinées de l'Histoire à 8 heures : Chroniques historiques. Invitée : Véronique Olivares-Salou, pour *Vieux compagnons dont la jeunesse est à la douane* (Tirésias) et *Les Républicains espagnols au camp de Mauthausen. Le devoir de mémoire* (Tirésias). En compagnie de Serge Utgé-Royo, qui en a écrit la postface, et Michel Reynaud, des éditions Tirésias, qui en à écrit la préface.

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues Sleepy John Estes, autre héros de Memphis.

Sans toit ni loi à 12 heures : Émission sur les mal-logés et la précarité.

Le manège à 14 heures : Littérature & Cinéma. L'invité littéraire : Clifford Chase (États-Unis), pour son premier roman Inédit *Winkie* (aux éditions 10/18), une charge loufoque et sensible contre l'administration Bush… Une pétition est ouverte sur le site liberezwinkie.fr, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres à 18 h 30 : Femmes qui luttent, femmes qui témoignent. Avec Marie Victoire Louis, pour *Abolir la prostitution ? Non : Abolir le proxénétisme.*

Ras les murs à 20 h 30 : Actualités des luttes de prisonniers. Nous recevrons l'équipe de *l'Atelier du Non-Faire* – qui entre en résistance. Lieu où, depuis 20 ans, les sons, les couleurs, la parole, grâce aux patients, faisaient trembler les murs de l'hôpital psychiatrique de Maison-Blanche. Celui-ci fermant, L'Atelier du Non-Faire cherche un endroit pour que cette aventure extraordinaire puisse survivre…

89.4 MHz en région parisienne

rl.federation-anarchiste.org

Vendredi 9 février
Bordeaux

Concert organisé dans le cadre de la campagne nationale pour la libération des militants d'Action Directe avec : le cri du peuple (Bx - chorale révolutionnaire), la K-bine + Pisko mc (Paris - rap conscient), Khalifrat (Bx - Hip hop), Cartouche (Paris - Punk, ex-membres de Kochise, Cría Cuervos, Raymonde et les blancs becs), Dj Sublime, Intermèdes Slam, Jonathan II, à 21 heures, 7 euros, 22, rue du Commerce.

Périgueux (24)

À partir de 20 h 30 projection du film « Juppé forcément », aux Thétards, 3, rue Sully, organisé par le collectif libertaire M. Jacob.

Samedi 10 février
Dijon (21)

Venez découvrir l'affiche politique et la caricature de 1870 à 1914 avec Michel Dixmier qui présentera en vidéo-projection, avec un commentaire détaillé, un éventail d'affiches et de dessins caractéristiques de l'art social et révolutionnaire de la Belle Époque, à 18 heures, au local libertaire, 61, rue Jeannin.

Bordeaux

Débat avec Jacques Lesage de la Haye autour du thème de la question de l'enfermement et de la déviance en société libertaire. Jacques Lesage de la Haye a été condamné à vingt ans de réclusion en 1958 suite à des braquages. C'est en prison qu'il décide de reprendre ses études. Psychologue, psychanalyste reichien, il est aussi militant anarchiste et il a milité contre toutes les formes d'enfermement (luttes anticarcérale, antipsychiatrique, etc.). Il participe à l'émission contre la prison de Radio Libertaire « Ras les murs », à 17 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Saint-Lupicin (39)

Concert Anarchy in Jura, avec Sundance Kids (surf) + René Binamé (punk) + DJ Vide la Salle, « at the Moon », à 20 h 30. Infoline : groupelucio@no-log.org

Dimanche 11 février
Bordeaux

Projection de « Lola, une femme allemande », de Fassbinder, 1957. La projection sera suivie d'un repas végetarien à prix libre, à 18 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Marseille 1er.

« Anar 4 heures » : goûter à prix libre et projection du film « Avec le sang des autres », de Bruno Muel, proposé par le groupe anarchiste de Marseille à 16 heures, à Mille Babords, 61, rue Consolat.

Paris 20e

Présentation de la Campagne pour la libération des prisonniers d'Action directe, infos, table de presse. Projection du film de Pierre Carles « Ni vieux, ni traitres » (1 h 30) à 17 heures, au Saint-Sauveur, 11, rue des Pannoyaux. Métro : Ménilmontant.

Lundi 12 février
Bordeaux

Apéro-tapas et présentation puis débat autour du livre « Du développement à la décroissance » de et avec Jean-Pierre Tertrais. Soirée organisée par le Cercle Jean-Barrué (FA, 33) dans le cadre de la tournée de février 2007 organisée par l'union départementale de Dordogne de la Fédération anarchiste, à 19 heures, à l'Athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

Mardi 13 février
Ivry-sur-Seine (94)

Le groupe libertaire d'Ivry (FA) vous invite à une réunion publique d'information et de solidarité avec la Commune de Oaxaca et les révoltes sociales au Mexique. Avec la participation d'un camarade de retour du Mexique. À 20 heures au Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès. Métro : Porte-d'Ivry. Dès 19 h 30, accueil, bar et petite restauration.

Mercredi 14 février
Paris 11e

Débat autour de livre « Les Coulisses du commerce équitable », en présence de l'auteur Christian Jacquiau et de Michel Besson, fondateur de Andines et Minga. Projection du film « 0,01, Visages du commerce équitable », réalisé par Sandra Blondel et Pascal Hennequin, à 19 h 45, au CICP, 21*ter*, rue Voltaire.

Sarlat (24)

Débat autour de la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais, à la salle Pierre-Denoix, centre culturel, avec le Drapeau Noir Périgord.

Jeudi 15 février
Merlieux (02)

Rencontre avec un écrivain de polars que nous apprécions beaucoup, Patrick Pécherot, auteur de « Belleville-Barcelone » (2003), « Boulevard des Branques » (2005), de 18 heures à 21 heures, à la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Tél./fax : 03 23 80 17 09.

Périgueux (24)

Débat autour de la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais, à la salle Jean-Grasset, NTP, avec le groupe Emma-Goldman

Vendredi 16 février
Saint-Claude (39)

Vidéo-débat : « Ni vieux ni traîtres », film de Pierre Carles pour la libération des prisonniers d'Action directe, au Coffre-Fort, rue de Bonneville, à 20 h 30, groupelucio@no-log.org

Tous les jeudi dans votre kiosque :

Pour faire connaitre notre journal, l'administration du *Monde libertaire* a édité cette affiche au format 430 x 630 mm. Elle est disponible à la librairie du Monde libertaire, au 145, rue Amelot, 75011 Paris. Les frais de port sont de 7,50 euros pour 50 affiches, ou pris en charge par la librairie du Monde libertaire pour les militantes et militants de la Fédération anarchiste.